

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 32 no 22 Edmonton, semaine du 29 mai au 4 juin 1998 20 pages 60c

Librairie
Le Carrefour
Bookstore



Un NOUVEAU LOCAL
Un VASTE CHOIX
Un SERVICE PERSONNALISÉ
Un SALON DU LIVRE PERMANENT

8527 rue Marie-Anne Gaboury
Tél.: (403) 466-1066

Heures d'ouverture: lundi au
samedi de 9h30 à 17h30

Inauguration officielle de l'école Ste-Marguerite-Bourgeoys :

L'aboutissement de plusieurs années d'efforts

PATRICIA HÉLIE

Calgary

C'est le 21 mai dernier qu'avait lieu l'ouverture officielle de l'école Ste-Marguerite-Bourgeoys, l'école francophone adjacente à La Cité des Rocheuses de Calgary.

Parents, élèves et amis s'étaient entassés dans le gymnase de l'école pour fêter la réalisation de ce qui représente plusieurs années d'efforts. Comme le dit si bien le directeur de l'école, M. Marc Renaud,

cette inauguration est l'aboutissement d'un beau projet : « Il y a d'abord eu la première pelletée de terre qui a été un beau moment, ensuite ça a été la rentrée dans les locaux, en août. La bénédiction de l'école a été une autre étape et maintenant, c'est l'inauguration qui vient officialiser tout ça. C'est l'aboutissement de tout le travail. »

L'école a ouvert ses portes en 1984 avec environ 125 élèves, alors que la commission scolaire catholique anglophone de Calgary avait accepté d'offrir un programme de français langue première dans une école

française. C'était alors l'école St-Antoine. Mais comme le nombre d'élèves augmentait rapidement, on a dû plier bagage dès l'année suivante afin d'emménager à l'école Ste-Anne, là où l'école a résidé pendant douze ans. Comme le nombre d'élèves continuait toujours d'augmenter, la nouvelle école a tôt fait de devenir à son tour trop petite et on a dû déménager les jeunes de la maternelle à la troisième année au Pavillon St-Paul.

Depuis la création du Pavillon St-Paul, les parents n'ont jamais cessé de demander la réunion des deux écoles.

Certains avaient des enfants dans les deux écoles et trouvaient la situation plutôt difficile. Ils ont donc poussé un soupir de soulagement en 1996, lorsque le ministre de l'Éducation a donné son approbation à la construction d'une nouvelle école qui pourrait réunir les jeunes francophones de la maternelle à la douzième année. On a cependant dû attendre en février 1997 avant que les travaux débutent.

Plutôt que les 420 élèves qui fréquentaient l'école Ste-Anne et le Pavillon St-Paul, c'est tout près de 580 qui se sont présentés à la rentrée des classes l'automne dernier. Et selon Marc Renaud, l'école pourrait bien franchir le cap des 600 élèves dès septembre prochain. L'école a déjà dû ajouter des classes portatives et on s'attend à devoir en ajouter d'autres avant longtemps.

Selon le directeur, cette augmentation rapide est due à trois facteurs : le secteur où se situe l'école, l'accessibilité de l'endroit et le grand nombre de personnes qui arrivent de l'Est. « Le fait que l'école soit dans un quartier moins industriel que l'école Ste-Anne et que nous soyons juste à côté de La Cité des Rocheuses y est pour beaucoup, indique M. Renaud. L'accessibilité de l'école est beaucoup plus facile pour les parents puisque nous sommes près de deux grandes artères : Glenmore Trail et Crowchild. Il y a aussi le fait que Calgary est une ville qui grandit énormément. Il y a beaucoup de nouveaux arrivants qui viennent de l'Est et qui veulent poursuivre dans une école française. »

La soirée d'inauguration a mis les talents de plusieurs des élèves de l'école en valeur par des chœurs, de la musique, du théâtre et de l'acrobatie. Évidemment, plusieurs dignitaires étaient sur place pour célébrer l'événement avec la communauté, y compris des représentants de la Commission scolaire catholique, des gouvernements municipal, provincial et fédéral et du conseil d'école.

On fête à l'école La Mission !



Les élèves de l'école La Mission de St-Albert ont eu droit à une journée bien spéciale le 15 mai dernier alors qu'ils célébraient la Fête de l'école. Pour l'occasion la petite Janelle (sur la photo) a passé une partie de l'après-midi à tenter de faire des bulles de savon.

Plus de détails en page 12

Cette semaine...

La gestion scolaire à Calgary ?...

à lire en page 3

L'expérience de la finale de la Diction des Amériques...

à lire en page 5

L'Association des gens d'affaires de Fort McMurray prend son envol...

à lire en page 6

C'est la Fête de l'école à la Mission...

à lire en page 20

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

10015349
MICROFILM INC. SOCIÉTÉ CANADIENNE DU
464 RUE SAINT-JEAN
MONTREAL, PQ H2Y 2S1

L'homme n'a pas la force de dire ce qu'à 20 ans il n'avait pas pu concevoir.

CLAVEL, Maurice

Prof en ligne : De Gutenberg à Internet

YVES LUSIGNAN

Ottawa

Sa découverte avec Internet s'est faite progressivement, comme pour la majorité des gens d'ailleurs. Il a d'abord navigué, exploré différents sites, discuté avec des internautes. Et il s'est mis à réfléchir. Puis un jour, c'était en 1996, Réal Gingras a décidé d'aller plus loin et d'avoir son propre site web. Pas pour lui. Pour les élèves.

Cela a donné *Prof en ligne* (<http://www.cssh.qc.ca/coll/profentligne>), un projet qui vise à aider les étudiants, à partir de la 5^{ème} année, à rencontrer les exigences des professeurs et les objectifs des programmes du ministère québécois de l'Éducation. *Prof en ligne* permet, entre autres, aux élèves de faire des

exercices de grammaire, de lecture et d'écriture sur le web, qui seront ensuite lus et corrigés par M. Gingras.

« *Prof en ligne*, c'est de l'adaptation scolaire » résume simplement Réal Gingras, un orthopédagogue de formation qui enseigne au Centre de ressources en éducation populaire de Montréal. Il a consacré entre 800 et 1 000 heures de travail bénévole à ce projet, avec en tête toujours la même question : qu'est-ce qu'on fait avec Internet?

Justement, déplore M. Gingras, la majorité des élèves ne sont pas branchés à la maison. Leur accès à l'ordinateur se fait à l'école seulement. Sans parler que la majorité des professeurs en classe « ne vont pas en ligne ».

« Je dirais que les profs, en grosse majorité, ne savent pas quoi faire avec ça. C'est comme si vous demandiez à Gutenberg :

qu'allez-vous faire avec l'imprimerie? »

Lui a la réponse : « Un ordinateur, c'est fait pour lire et pour écrire. C'est pas du Nintendo, c'est pas fait pour jouer. C'est pas une « bête » ». C'est fait pour travailler » dit-il avec conviction. « Quand ils (les étudiants) arrivent dans *Prof en ligne*, ils arrivent à l'école. Nous sommes en classe et nous travaillons ». Même qu'il songe à obliger ses jeunes interlocuteurs « en ligne » à le vouvoyer, pour instaurer un certain respect.

Sans annoncer la fin de l'imprimerie, il ne peut imaginer l'avenir de l'enseignement sans le web : « Pourquoi utiliser un cahier d'exercice, quand il est possible de le faire en ligne ? ».

M. Gingras est un autre de ces pionniers qui, par pure passion, explorent les nouvelles possibilités offertes par Internet. *Prof en ligne* n'a pas de

ressources financières, n'a pas d'employés à temps plein. Pour l'instant, il est le seul professeur en ligne, alors qu'il en faudrait plusieurs, et à plein temps. Il y a bien quelques collègues qui donnent un coup de main, mais bénévolement, après les heures de classe et la fin de semaine. Pour respecter la sacro-sainte convention collective.

La quasi totalité des internautes qui contactent *Prof en ligne* sont du Québec, quoique des Français et des Suisses visitent parfois le site. Mais attention ! M. Gingras ne souhaite pas recevoir une avalanche d'exercices à corriger en provenance des communautés francophones et acadiennes. Il n'a tout simplement ni le personnel, ni le temps nécessaire. Bref, il est déjà fort occupé.

« C'est un outil de travail qui devient de plus en plus indispensable, incontournable. Il va

falloir que les employeurs au Québec, les conseils scolaires, les ministères, comprennent que dès maintenant, il n'est plus possible de fonctionner dans une structure bénévole. »

M. Gingras est convaincu que cette nouvelle forme d'apprentissage permet de lutter contre le décrochage scolaire : « Les élèves s'ennuient à l'école ». Il pense même qu'Internet pourrait montrer à certains d'entre eux comment lire et écrire.

« Où Gutenberg allait-il avec son imprimerie ? Où allons-nous maintenant avec Internet ? Que va-t-il se passer ? Est-ce que Internet est un roman que je ferme après l'avoir lu ? Si Internet n'est pas un instrument d'apprentissage, un instrument interactif, je propose demain matin de tout remettre les ordinateurs dans les boîtes ».

Moins d'étudiants étrangers au pays

YVES LUSIGNAN

Ottawa

Les écoles et les universités canadiennes attirent moins d'étudiants étrangers qu'au début des années 90.

Selon Statistique Canada,

près de 73 000 ressortissants de plus de 200 pays étudiaient au Canada à l'automne de 1995, une baisse de 11,6 pour cent par rapport au sommet de 82 200 enregistré en 1991.

Les étudiants étrangers sont un bon placement pour les universités canadiennes et certaines déploient beaucoup

d'efforts pour en augmenter le nombre. Il faut savoir que les droits de scolarité des étudiants étrangers de premier cycle pour l'obtention d'un diplôme en arts sont, annuellement, de 4 000 \$ à 6 000 \$ supérieurs à ceux des étudiants canadiens.

C'est toujours l'Asie qui était la principale source d'étudiants étrangers en 1995,

avec en tête Hong Kong, le Japon et la Corée du sud. Les étudiants européens occupaient la deuxième place et étaient surtout originaires de France et du Royaume-Uni. Les Africains venaient troisième.

L'Ontario, est la province qui a accueilli le plus grand nombre d'étudiants étrangers en 1995, soit 29 500. La Colombie-

Britannique et le Québec étaient les deux autres destinations de choix.

C'est l'Université McGill de Montréal qui a accueilli le plus grand nombre de ces étudiants d'outre-mer avec 3 600. Venaient ensuite l'Université de Montréal, l'Université de la Colombie-Britannique et l'Université de Toronto avec environ 2 500 étudiants chacun

Les diététistes du Canada :

Un prix qui souligne l'excellence en communication nutritionnelle

PATRICIA HÉLIE
Edmonton

On a dernièrement dévoilé le nom des lauréats du *Prix du Tour de table sur l'alimentation : hommage à l'excellence en communication nutritionnelle*. Ce prix annuel, dont c'était la première édition, est commandité par *Les diététistes du Canada* et *Kraft Canada*. Il souligne la contribution de particuliers, de groupes, ou d'organismes au bien-être alimentaire des Canadiens par le biais de programmes ou de matériel destinés à promouvoir de saines habitudes alimentaires.

Les consommateurs canadiens veulent manger sainement. Du même souffle, ils avouent avoir du mal à faire des choix santé éclairés en raison de messages nutritionnels souvent contradictoires et difficiles à mettre en pratique au quotidien. Le *Prix du tour de table sur l'alimentation : hommage à l'excellence en communication nutritionnelle* rend hommage à ceux qui ont réussi à communiquer à la population des renseignements nutritionnels clairs et crédibles.

Les soixante-treize candidatures soumises ont été évaluées par des représentants de la profession diététique, de l'industrie alimentaire, des médias, du milieu universitaire, des consommateurs et du gouvernement. Six certificats de mérite régionaux ont été remis. Les lauréats sont : *Shop Smart Tours Inc.* de la Colombie-Britannique, *The Child Hunger and Education Program* de la Saskatchewan, *Renfrew County and District Health Unit* de l'Ontario, *The Dairy Nutrition Council* de l'Alberta, *Hamilton Health Sciences Corporation* de l'Ontario et l'École de nutrition et d'études familiales de l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick. Le Prix d'excellence, accompagné d'une bourse de 2 500 \$, a été attribué à *The Dairy Nutrition Council* de l'Alberta, le lauréat national.

En avril 1997, la Fondation canadienne de la recherche en diététique, *Les diététistes du Canada* et *Kraft Canada* ont publié un document intitulé *Tour de table sur l'alimentation : le point de vue des consommateurs*. Ce rapport de recherche se faisait l'écho des valeurs, des attitudes et de la réalité des consommateurs à l'égard de l'alimentation. Il cherchait ainsi à favoriser le dialogue sur les questions de nutrition et la recherche de solutions. En encourageant les divers intervenants à collaborer à la communication d'information nutritionnelle, le *Prix du tour de table sur l'alimentation : hommage à l'excellence en communication nutritionnelle* s'inscrit dans le sens des commentaires exprimés par les consommateurs dans le cadre de cette recherche.

L'Université Laurentienne de Sudbury a enregistré une baisse importante du nombre de ses étudiants étrangers. De 104 qu'ils étaient en 1990, leur nombre n'était plus que de 46 en 1995 et de 41 en 1996.

Le nombre d'étudiants étrangers au Collège universitaire de Saint-Boniface avait tendance à fluctuer d'une année à l'autre. Il y en avait 14 en 1990, 25 en 1993, à nouveau 14 en 1995 et seulement 9 en 1996.

L'Université de Moncton a connu une hausse constante d'étudiants étrangers entre 1990 (110) et 1992 (135), puis une baisse jusqu'en 1994 (109), pour ensuite enregistrer à nouveau une hausse en 1995 (126) et en 1996 (131).

À l'université Saint-Anne en Nouvelle-Écosse, le nombre d'étudiants étrangers est passé de sept en 1990 à douze en 1996.

Finalement, le nombre d'étudiants étrangers a constamment diminué à l'Université d'Ottawa entre 1991 (824) et 1995 (789), mais s'est mis à remonter en 1996 avec 809 étudiants provenant d'autres pays.

Gestion scolaire à Calgary :

Une demande devrait bientôt être acheminée

PATRICIA HÉLIE

Calgary

À la lumière d'une assemblée publique d'information qui s'est tenue à La Cité des Rocheuses le 20 mai dernier, il semble clair que Calgary fera bientôt une demande pour obtenir la gestion scolaire. La question est maintenant de savoir quand le tout sera en place.

C'est ce qui ressort de la soirée qui a réuni près de quatre-vingts personnes, des parents pour la plupart, mais aussi des enseignants des écoles francophones de Calgary.

Organisée par le Conseil de coordination du Centre-Sud, la soirée avait pour but de sensibiliser les parents à l'importance d'obtenir la gestion des écoles francophones et de répondre à leurs inquiétudes ainsi qu'à celles du personnel des écoles. Pour l'occasion, différents intervenants du milieu scolaire francophone qui ont connu le changement de gestion avaient été invités à parler de leur expérience et à répondre aux questions.

C'est le directeur général de la commission nationale des parents francophones (CNPF), Armand Bédard, qui a ouvert le bal en traçant un portrait de la situation au niveau national par rapport à la gestion scolaire : qui l'a, depuis quand et pourquoi. Il a également précisé que, selon lui, l'obtention de la gestion scolaire n'était pas un but ou une fin, mais qu'elle était plutôt un outil qui permettait d'aller plus loin. À la lumière des plus récentes données de Statistique Canada, M. Bédard croit qu'il y aurait environ 5 000 ayants droit dans les écoles d'immersion de la province dont probablement 900 dans la seule région de Calgary.

M. Bédard a cédé la place à Mme Julie Bouchard-Dallaire, la présidente de l'Unité locale francophone de l'Alberta Teachers Association (ATA). Selon elle, les inquiétudes des enseignants envers la gestion scolaire sont les mêmes qu'il y a quatre ans, quand les trois conseils scolaires actuels ont été



Suzanne Sawyer et Armand Bédard étaient de ceux qui ont répondu aux inquiétudes des parents.

formés et sont aussi légitimes qu'elles l'étaient. Elle a donc tenu à rassurer le personnel qui aura le choix de demeurer avec les commissions scolaires anglophones s'ils ne veulent pas du contrat qui sera proposé par les francophones. Pour appuyer ses propos, elle a souligné que certains enseignants des écoles francophones, bien qu'il y en ait très peu, sont toujours avec les conseils anglophones.

C'est ensuite M. Denis Tardif, le président du conseil scolaire régional du Centre-Nord qui a pris la parole. « Je ne suis pas ici pour vous dire quoi faire mais bien ce qui est possible et impossible de faire présentement avec la gestion scolaire francophone », a-t-il tenu à préciser dès le départ. Parmi les réalisations possibles, il a cité plusieurs exemples de son conseil dont la mise en place de la maternelle à temps plein, la prise de contrôle du transport scolaire, le recrutement et la promotion, les négociations avec les employés, la liberté de faire les budgets, etc.

La directrice de l'école Héritage de Falher, Mme Linda Arsenault, a pris la parole pour témoigner de son expérience au niveau de la transition entre une gestion anglophone et francophone. Selon elle, la mise en place de la gestion scolaire lui a

permis de revendiquer autre chose auprès de son conseil scolaire puisqu'elle n'avait plus à éduquer les conseillers aux réalités d'une école francophone langue première en milieu minoritaire.

La parole a ensuite été donnée à M. Donald Michaud qui, en qualité de directeur général du conseil de l'école nouvelle (Centre-Est), a pu expliquer pourquoi il avait choisi un poste au sein d'un conseil francophone plutôt qu'anglophone.

Mme Mariette Rainville, directrice générale de la Fédération des parents francophones de l'Alberta a parlé de son expérience en tant que parent. Mme Rainville a connu l'école Maurice-Lavallée au temps de la gestion anglophone et ses enfants fréquentaient l'établissement lorsque les francophones d'Edmonton ont obtenu la gestion scolaire.

Les personnes présentes avaient évidemment beaucoup d'interrogations par rapport à la question et la plupart ont été adressées à MM. Tardif et Bédard ainsi qu'à Mme Suzanne Sawyer (présidente du conseil de coordination Centre-Sud) pour avoir plus d'information surtout sur les questions financières, la représentativité des élus scolaires et sur les dé-

marches à suivre. Bien que le tout se soit déroulé dans l'ordre, on a pu sentir quelques tensions entre les personnes pour et contre la gestion scolaire.

Certains auraient bien voulu tenir un vote sur la question, à savoir si oui ou non on devait instaurer la gestion. Mais Mme Sawyer a refusé en disant que ceux qui n'aimaient pas l'idée ou étaient complètement en désaccord avec la gestion pourraient toujours envoyer leur enfant dans des écoles d'immersion, ce qui a soulevé l'indignation dans la foule. Mais M. Bédard a tôt fait de remettre les choses en perspective. « S'il y avait un vote, a-t-il dit, et que le résultat était de 49 % en faveur et 51 % contre, est-ce que les 49% perdraient leur droit à la gestion ? Non. La gestion scolaire est un droit individuel inscrit dans la constitution. Certains avocats diraient même que c'est illégal de ne pas donner la gestion de leurs écoles aux francophones. »

Comme plusieurs des invités avaient souligné dans leur présentation le fait qu'il était plus facile d'avoir ce qu'ils voulaient avec un conseil scolaire francophone, une des personnes de la salle a demandé aux directeurs des deux écoles de Calgary ce qui leur avait déjà été refusé par les conseils

anglophones. Marc Renaud, de l'école Ste-Marguerite-Bourgeoys (commission scolaire catholique), a répondu que rien ne lui avait été refusé. Cependant, une représentante du comité de parent de l'école a indiqué qu'elle avait demandé à la commission scolaire de placer des dépliantes sur l'école française dans d'autres écoles, ce qui lui avait été refusé. De son côté, Richard Slevinsky, directeur de l'école Queen's Park (commission publique) a souligné que son école aurait bien aimé avoir la maternelle à temps plein, ce qui leur avait aussi été refusé. « Les politiques avec lesquelles nous travaillons sont conçues par la majorité anglophone pour la majorité anglophone. Nous devons éduquer nos supérieurs à nos réalités », a-t-il ajouté.

Mme Lyne Vallière a fait une intervention très remarquée en disant qu'idéologiquement, « on ne peut pas être contre la gestion. Mais j'ai besoin de garanties et d'un échéancier avant de décider si je veux embarquer », a-t-elle fait remarquer. Dans l'ordre, les étapes seraient donc qu'un groupe de parents soumette une demande formelle au conseil de coordination demandant l'obtention de la gestion scolaire. Le conseil de coordination devrait alors acheminer une demande au ministre de l'Éducation lui demandant d'établir la gestion et le ministre donnerait ensuite une réponse. À partir du moment où le ministre donne son accord s'enclenche alors tout le processus d'élection d'un conseil, d'établissement d'un manuel de politiques, de négociations avec les conseils anglophones pour le transfert des écoles, du contenu des écoles, etc.

La soirée devait se terminer à 21h30. Mais comme il était clair que ce serait la seule chance pour les parents et les enseignants de poser leurs questions, la réunion s'est étirée pour finalement se terminer très tard. Et si la rencontre a pu apaiser les inquiétudes de quelques-uns, il est à parier que les opposants au projet n'ont pas dit leur dernier mot.

Nous vous paierons jusqu'à

3 000 \$

pour transférer votre hypothèque



CAPITAL CITY SAVINGS

Si votre prochaine banque n'était pas une banque?

Hervé Doderai 496-2088

ÉDITORIAL

Deuxième bilan : Rédacteur en chef

En guise de derniers éditoriaux avant mon départ du *Franco*, j'ai entamé la semaine dernière un bilan en trois volets, à l'image des trois principales tâches qui m'incombaient au journal: éditorialiste, rédacteur en chef et directeur. Voici le bilan du rédacteur en chef.

François ! Tu devrais parler de cet événement-là dans le prochain journal.

Tu devrais couvrir la prochaine réunion de notre association.

Monsieur le rédacteur, nous nous plaignons de ne pas avoir vu de compte-rendu de notre événement dans Le Franco.

Monsieur le rédacteur, nous ne sommes pas contents de ce que vous avez écrit dans Le Franco du blabla sur notre blabla.

De façon très générale, être rédacteur en chef, c'est avoir la responsabilité de choisir le contenu du journal, et la chance de maîtriser l'art de ne satisfaire personne.

Actualité communautaire, culture, politique, éducation, jeunesse, loisirs, histoire : les domaines à couvrir sont nombreux, beaucoup plus nombreux que le nombre de pages disponibles pour en parler. Des choix, souvent difficiles, s'imposent. Il faut, bien sûr, marquer les moments cycliques et ponctuels de la vie communautaire francophone : les assemblées annuelles des associations, les cabanes à sucre, les Fêtes franco... Ces événements, bien que souvent répétitifs, n'en constituent pas moins des éléments importants d'une tradition en construction, une tradition qui remonte parfois au premier quart de ce siècle et qui donne aux membres de cette communauté un sentiment de continuité. Il faut aussi refléter la communauté, donner la chance aux membres de se voir dans le journal, de mieux connaître les autres régions francophones.

Mais le mandat d'un hebdo en milieu minoritaire ne s'arrête pas là. Il faut aussi informer les gens de ce qui se passe ailleurs, provoquer leur réflexion, remettre en question les valeurs que l'on prend trop souvent pour acquises. Gestion scolaire, confessionnalité des écoles, accueil des nouveaux arrivants, avenir des paroisses, assimilation : les sujets de l'heure servent à prendre le pouls de la dynamique communautaire et à mesurer les changements d'attitude.

Certaines questions sont délicates : doit-on prendre le risque de publier une information avant d'avoir eu le temps d'approfondir la question, histoire de ne pas manquer le bateau ? À quel moment une chicane de cuisine devient-elle assez représentative d'une tendance pour qu'on se doive de faire la lumière sur toute la question ? La controverse qui entoure présentement le (supposé) déficit de la 49e cabane à sucre d'Edmonton, par exemple, est-elle un simple conflit de personnalités ou cache-t-elle un malaise plus profond ? C'est en répondant à ces questions que le rédacteur en chef fait des erreurs, apprend son métier et se promet de faire mieux la prochaine fois.

François V. Pageau

QU'EST-CE QUI EFFRAIE AUTANT CES
BRAVES CANADIENS-ANGLAIS D'OTTAWA ?

A- LE RETOUR DE GODZILLA ?
B- LA PERSPECTIVE D'UN ÉTÉ CHAUD ?
C- LEUR OMBRE ?
D- LA VENUE D'UN "SÉPARATISTE" ?



REPONSE: D (DAVID LEVINE)

COURRIER DU LECTEUR

Monsieur le rédacteur,

Je pense que la radio française est un peu ennuyante. Il n'y a pas assez de musique, il y a trop de nouvelles et il n'y a pas d'émissions d'intérêt pour les jeunes.

Il n'y a pas assez de musique sur la station française. Il devrait y avoir plus de musique pour tous les goûts et surtout pour les jeunes. On pourrait présenter les nouveaux succès et ainsi nous aider à connaître les chanteurs francophones et à les aimer.

Il y a beaucoup de nouvelles et ce sont des nouvelles du Québec. Je ne veux pas seulement entendre ce qui arrive au Québec. Pour nous, les jeunes, les nouvelles ne sont pas si importantes. Une autre chose c'est que parfois, les annonceurs parlent trop vite.

Il devrait y avoir une station pour les jeunes. Il pourrait y avoir de la musique actuelle que les jeunes d'aujourd'hui aiment et avoir des gros concours, où tu pourrais gagner un voyage pour faire du ski avec ton groupe musical préféré, des émissions de lignes ouvertes. Il pourrait y avoir des émissions pour les jeunes, des émissions où les jeunes se reconnaissent.

Si mes suggestions sont considérées, il y aura probablement plus d'auditeurs, incluant moi-même.

Joelle Préfontaine
École Citadelle

Directeur:
Adjointe Admin.:
Journaliste:
Infographiste:

François Pageau
Micheline Brault
Patricia Hélie
Charles Adam



OPSCOM
Tél (613) 241-5700

Fédération Démocratique Française, Inc.



Le Franco est membre de l'APR. Au service national. Il est reproduit par OPSCOM. Le Franco est imprimé par Gazette Press Ltd. de Saint-Albert. Reproduction des textes, en tout ou en partie, est autorisée à condition de le citer. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour toute erreur de notre part dans une annonce ou illustration ou matériel publié pour soutenir la cause de l'éducation québécoise revient à l'auteur ou à celui de l'annonce.

Le Franco

8201, 8527 - 914 rue, Edmonton (AB) T6C 3N1
téléphone: 465-6581 télécopieur: 469-1129

Correspondants:

Calgary	Medicine Hat
Abin Bernard	Diane Morissette-Francis
Lise Martel	Plamondon
David Bernard-Bret	Joël Lavoie
	Denise Lavoie
Centralia	Red Deer
Marlin Blouin	Chloé Hélie
Fort McMurray	Rivière-la-Paix
Nicole Pageau	Noëlla Fillion
Lethbridge	Saint-Paul
Mirabelle Dunn	Richard Blouin

La finale internationale de la Dictée des Amériques à Montréal :

Une belle expérience

NÉSIDA LOYER

Calgary

Le 18 avril dernier avait lieu à Montréal la finale internationale de la Dictée des Amériques. Ayant remporté la demi-finale pour l'Alberta en novembre 97, j'avais eu le temps de me préparer, mais ce n'est en fait que deux mois avant le concours que l'importance de l'événement m'est apparue évidente.

J'ai pris alors la chose au sérieux et me suis plongée dans les dictionnaires, grammaires et lexiques de tout genre. À la maison, les repas se terminaient souvent (quand ils n'étaient pas interrompus) par une question d'ordre linguistique et la table, à peine desservie, était envahie par les ouvrages de référence.

«Une dictée par jour (tout comme l'exercice quotidien d'ailleurs), c'est bon pour la santé !», telle était la devise de l'heure. Les progrès sont vite devenus évidents et le pessimisme (la fâcheuse impression d'en ignorer beaucoup) a bientôt cédé la place à l'optimisme (l'impression d'en connaître pas mal).

Enfin le grand jour est arrivé. Après l'accueil sympathique à Dorval, nous voilà, trois autres concurrents et moi-même, dans un taxi en route vers notre hôtel du centre-ville. Quelques minutes pour nous rafraîchir et hop ! nous sommes à nouveau transportés en taxi, cette fois vers la mairie où a lieu une réception en l'honneur de la centaine de finalistes venus de tous les coins de la planète. On se rencontre, on se reconnaît

parfois (beaucoup de traducteurs et traductrices, dont j'en suis), on se souhaite bonne chance pour le lendemain, tout en happant une bouchée et un verre de vin qui passent à portée sur des plateaux. La dictée n'est plus un exercice abstrait; elle acquiert un sens social. Il semble que tout soit fait pour nous mettre à l'aise et nous détendre, jusqu'à cette mini-bouteille de sirop d'érable qui nous attend dans nos chambres, compléments de l'Érablière aux 4 Saisons. La feuille posée sous le cadeau nous souhaite bonne chance et souligne que l'important n'est pas de gagner mais de participer. Une sorte d'esprit olympique m'enflamme. On nous remercie également de promouvoir le bon usage du français dans le monde... J'imagine que tous les

finalistes s'endorment comme moi, le cœur gonflé de fierté...

La journée du lendemain sera longue mais passionnante. À 9 h 00, tous les concurrents sont réunis dans le hall d'honneur où est expliqué en détail le déroulement de la dictée et son enregistrement télévisé. Le texte, qu'on a le temps d'assimiler puisqu'il est lu à trois reprises, est truffé de pièges (une centaine apprendra-t-on plus tard). Il me semble pour ma part que j'en évite un pour tomber dans un autre. Heureusement que l'auteur de l'épreuve, Marie-Claire Blais, a introduit dans la dictée une bonne dose de poésie. Comment résister en effet aux « flancs fauves [du jeune cerf de Virginie] se découpant sur un fond d'aube vermeille ». Suit le déjeuner très convivial, puis la correction de la dictée. Ensuite, un premier jeu-questionnaire départage les douze gagnants, le deuxième couronnant les cinq grands champions dans autant de catégories. Il est déjà 5 h 00 de l'après-midi... L'autobus nous transporte au banquet de clôture.

Le Député à l'Assemblée nationale du Québec de la circonscription dans laquelle a lieu la Dictée souligne l'importance de la francophonie en

rappelant que le français est parlé par 130 millions d'individus de par le monde. La fin de son discours nous exhorte à être les propagateurs de cette merveilleuse langue qui est la nôtre. On se quittera le lendemain, après l'échange traditionnel des adresses (non postales mais plutôt électroniques — signe des temps), avec la promesse de rester en contact. Le français a acquis de multiples visages...

Avant de quitter Montréal, je suis allée saluer le Saint-Laurent. Je lui devais en partie d'avoir été sélectionnée pour participer à cette cinquième finale internationale, puisque c'est sa description tirée du Dictionnaire canadien des noms propres qui avait servi à préparer le test éliminatoire en Alberta. À l'an prochain, lui ai-je dit, comptant bien répéter cette expérience si enrichissante, qui est en fait à la portée de tous ceux et celles qui ont le français à cœur. Avis aux intéressés!

J'aimerais, en terminant, féliciter les organisateurs de cette compétition et remercier les commanditaires de leur générosité, en particulier le CÉCA d'avoir pris en charge mes frais de voyage à Montréal.

Rivière-la-Paix :

Clôture des cours pour aînés

NOËLLA FILLION

Rivière-la-Paix

Sous les auspices de la Fédération des aînés franco-albertains (FAFA) et avec le concours de trois animatrices, des cours pour les aînés se sont donnés à trois endroits dans la région de Rivière-la-Paix.

À Girouxville une moyenne de sept participantes ont suivi les rencontres de *La vie continue* tandis qu'à St-Isidore les participantes étaient au nombre de douze. Les gens ont visionné des vidéos sur des sujets tels que la mort du père, traverser la cinquantaine I et II, vivre en couple à la retraite, etc.

À Donnelly quatorze personnes ont participé à la session *Viellir en santé*.

Six rencontres ont eu lieu à chaque endroit, rencontres qui ont eu lieu d'octobre 97 à avril 98. Tous les participants étaient très intéressés et le partage des sentiments et des idées a été bénéfique pour tous.

Les trois animatrices, Jeanne-d'Arc Mailloux, Pierrette Boucher et Odile Allard ont aimé leur expérience d'animation des sessions et se sont grandement enrichies au contact de toutes ces personnes. Dans les trois municipalités, le groupe est intéressé à poursuivre cet automne.



Photo : Noëlla Fillion

À l'arrière on reconnaît : Jeanne d'Arc Mailloux, Gertrude Benoit, Simone Labrecque, Ruth Tardif, Pauline Gervais, Cécile Lefebvre, Gilbert Mackell. À l'avant : Régine Cloutier, Thérèse Thibault, Noëlla Fillion et Gérard Fillion.

Camp de jour francophone



Du 6 juillet au 21 août 1998

Terre des Jeunes est un camp de jour pour les francophones et les francophiles âgés entre 5 et 12 ans.

Tél.: 571-4000 Téléc.: 571-4004

Et si votre prochaine banque

N'était pas

une banque?

CAPITAL CITY SAVINGS

Hervé Doderai 496-2088

« Lancement réussi !!! »

-Plus Poitras

NICOLE PAGEAU

Fort McMurray

C'est en ces termes que M. Pius Poitras terminait son rapport lors de l'assemblée générale de fondation de l'Association des gens d'affaires de Fort McMurray lundi le 11 mai dernier.

« C'est en janvier 1997 que nous avons eu nos premières rencontres pour former un regroupement de gens d'affaires francophones. Notre objectif était de favoriser des échanges par des activités sociales, mais aussi de se donner de l'information économique, pratique et pertinente. »

Les déjeuners-causeries ont débuté en décembre 1997 avec



Dans l'ordre habituel : MM. Léo Robert, président ; Joseph Ibrahim, conseiller ; Norm Dubé, vice-président ; Greg Halinda, conseiller. N'apparaissent pas sur la photo, MM. Gary Ouellet, conseiller et Pius Poitras, président du comité fondateur.

M. Léo Robert comme conférencier. Puis, il y a eu M. Pierre Brault de la Chambre économique de l'Alberta, M. Mauricio Rivera qui a parlé de l'informatique dans le monde des affaires, Me Patricia Spencer qui a informé sur les aspects légaux dans les relations patrons-employés, M. Gilbert Proulx sur les couvertures d'assurances commerciales et Mme Sylvie Nicolas, auteure a donné de l'information sur le marché du livre. Entre 20 et 35 personnes étaient présentes à ces rencontres et se sont dites satisfaites des informations reçues. Ces conférenciers ont été accueillis dans une atmosphère détendue, amicale et francophone.

« Je tiens à remercier bien sincèrement ceux et celles qui ont participé à la mise en place de l'Association. C'est grâce à leur énergie et au temps qu'ils ont consacré à atteindre nos objectifs que nous avons aujourd'hui 27 membres en règle », de dire M. Poitras.

C'est à la suite d'un souper barbecue au Centre Boréal, que les statuts et règlements ont été adoptés et le conseil d'administration élu. À la présidence, M. Léo Robert, comme vice-président, M. Norm Dubé, le secrétaire-trésorier est M. Gary Ouellet, et les conseillers sont MM. Joseph Ibrahim et Greg Halinda.

Le nouveau président, M. Léo Robert, dans son discours de clôture s'est dit très heureux de l'équipe dynamique qui l'entoure et a rappelé l'importance d'appuyer l'Association canadienne-française et surtout, les enfants qui sont notre relève. Il a aussi manifesté son désir que les activités à venir, bien qu'informelles, continuent à se tenir dans une atmosphère de rencontre sociale, amicale et chaleureuse.

Jeunesse Canada au travail

Besoin de personnel bilingue et qualifié cet été?

Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles vous offre un appui financier de 50 % à 75 % du salaire pour l'embauche d'étudiant.e.s du niveau postsecondaire.

Renseignements :

Colombie-Britannique/Alberta/Yukon : (403) 468-6983
Saskatchewan/Manitoba/Territoires du Nord-Ouest : (306) 757-4452
Ontario : (613) 746-3276 poste 398
Québec : 1-800-361-5019
Nouveau-Brunswick/Nouvelle-Écosse/Île-du-Prince-Édouard/Terre-Neuve : 1-888-236-2622
Projets nationaux : 1-888-293-0925

Young Canada Works

Patrimoine Canadien
canadien Heritage

Canada

CRTC LE CRTC ... À L'ÉCOUTE Canada

Le CRTC vous invite à participer à un forum public informel, le 5 juin 1998 de 16h à 18h, à l'hôtel Remada Downtown, Remada Ballroom, 708, ave. Eight sud-ouest, Calgary (Alb.). Vos commentaires au sujet de la programmation de télévision canadienne et des nouveaux médias seraient particulièrement appréciés ainsi que sur toutes autres questions d'ordre plus général, à l'exception de demandes déjà reçues au Conseil qui feront l'objet d'un processus d'intervention formel. Si vous désirez participer, veuillez vous inscrire par téléphone (804) 666-2111, ou 1-877-249-CRTC (sans frais), par télécopieur (804) 666-8322, ou ATS (804) 666-0770 avec notre bureau de Vancouver, avant le 3 juin 1998. Des auxiliaires de communication seront également disponibles si vous en faites la demande avant le 27 mai 1998. Ce document est disponible, sur demande, en média substitué.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Es-tu bilingue?

Yes! Tu sais que tu as une longueur d'avance sur le marché du travail!

Ajoute à cet atout un diplôme BILINGUE de niveau collégial en ADMINISTRATION DES AFFAIRES et tes options deviennent presque illimitées!

Si tu veux en savoir plus long, nous t'invitons à assister à une session d'information, soit...

le mercredi 10 juin 1998
de 18 h 30 à 20 h 30
au NAIT South Learning Centre
Salle X105
11762 - 106 Street
Edmonton, Alberta

Téléphone: (403) 471-7033 or 471-7843
C. éléc.: nicolep@naifab.ca

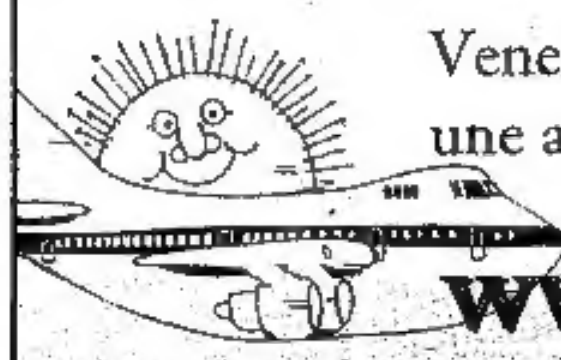


NAIT
THE NORTHERN ALBERTA
INSTITUTE OF TECHNOLOGY

Vos « poignées d'amour » vous gênent ?

Laissez la voiture à la maison et marchez : cet exercice simple donne des résultats de taille !

Défiez-vous : notre responsabilité à tous !



Venez prendre l'air en français sur les ailes d'ATRA, une autre entreprise qui s'affiche sur FrancAlta.

www.francalta.ab.ca



L'éducation française en Alberta

Un monde de dynamisme, de défis et de changements

FRANÇOIS PAGEAU

Le monde de l'éducation de langue française en milieu minoritaire a subi au cours des quinze dernières années de profondes transformations. De l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés, qui constitue le fondement juridique de la gestion scolaire, jusqu'à l'instauration de conseils scolaires francophones et leur restructuration prochaine, l'éducation est au tout premier rang des revendications des francophones. Cela va de soi, puisque l'éradication de l'assimilation passe nécessairement et avant tout par l'école.

Au niveau du préscolaire, c'est la Fédération des parents francophones de l'Alberta qui constitue l'un des intervenants les plus importants. Grâce au Centre de ressources préscolaires Guy-Lacombe et aux autres centres régionaux qu'il alimente, les tout-petits francophones ont accès à de nombreuses ressources en français: livres, disques, films, etc... Les prématernelles francophones sont de plus en plus nombreuses aussi et font un important travail de conservation de la langue et, dans certains cas, de francisation.

Avec la maternelle, maintenant à temps plein dans la plupart des écoles françaises, les enfants entrent de plein pied dans le système scolaire francophone. Ce dernier n'existe que depuis 1994, mais on a vu s'ouvrir déjà un grand nombre d'écoles et se préciser des politiques qui sont particulières à la minorité francophone. Malgré certains ajustements laborieux, la prise en charge de l'éducation française en Alberta par les Franco-Albertains se fait sans trop de heurts.

Une restructuration des conseils scolaires francophones, demandée par le ministre de

l'Éducation, sera faite dans les mois qui suivent, de façon à incorporer Calgary dans la gestion scolaire, puisque cette région n'a présentement qu'un conseil de coordination.

Au niveau secondaire, le curriculum subit des changements radicaux. On a mis au point les Études professionnelles et technologiques, les ÉPTs, qui constituent une façon beaucoup plus interactive, dynamique et créative d'apprendre.

À la Direction de l'éducation française du ministère de l'Éducation de l'Alberta, on met la touche finale à un important document: Affirmer l'éducation française en Alberta, une sorte de document d'infrastructure (blueprint) qui cherche à définir le nouveau paradigme de l'éducation française dans la province.

Au niveau national, un consortium de partenaires en éducation française, composé de neuf membres, élabore présentement un Projet Éducatif national visant à un partage de ressources et de curriculum au niveau national, mais dans une forme pouvant s'adapter aux réalités particulières des régions.

Au plus haut échelon de l'éducation, on retrouve le CMEC, le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, un organisme regroupant les ministres de l'Éducation de toutes les provinces et territoires et qui cherche à normaliser certains aspects de l'éducation au Canada, qui développe des outils d'évaluation, qui met sur pied des initiatives internationales et qui cherche à maintenir le niveau d'excellence

de l'éducation au Canada.

L'éducation postsecondaire n'a pas échappé à ces transformations. La nouvelle réalité fiscale des années 1990 a imposé un financement des universités qui est lié au nombre d'inscriptions. Les compressions dans le domaine de l'éducation, un domaine dans lequel se spécialise la Faculté Saint-Jean, ont entraîné une baisse de popularité de cette profession. Les défis qu'entraînent l'avenir se situent donc au niveau du recrutement.

Mais de nouveaux partenariats avec d'autres institutions et avec le secteur privé laissent présager un avenir meilleur. La création d'un programme collégial d'administration des affaires, une collaboration entre la Faculté Saint-Jean et N.A.T., est un bon exemple de

partenariat fructueux. Tout comme l'association de la *Faculty of Business* de l'Université de l'Alberta, de la Faculté Saint-Jean et de Bombardier pour la création du professorat Bombardier en entrepreneuriat est un pont entre le domaine de la formation et celui de l'industrie.

Ce qui nous amène à la technologie, ces outils révolutionnaires que sont les ordinateurs et les appareils de télécommunication. Depuis une dizaine d'années, les façons d'enseigner bénéficient de moyens qu'on aurait eu peine à imaginer voilà à peine vingt-cinq ans: vidéos, vidéoconférences, Internet et Intranets, messageries électroniques, ordinateurs portatifs, téléphones cellulaires, etc...

Cette révolution des outils apporte avec elle son lot de questionnements sur les valeurs sociétales que l'on veut véhiculer et la façon d'adapter ces nouvelles réalités à l'enseignement du français en situation minoritaire.

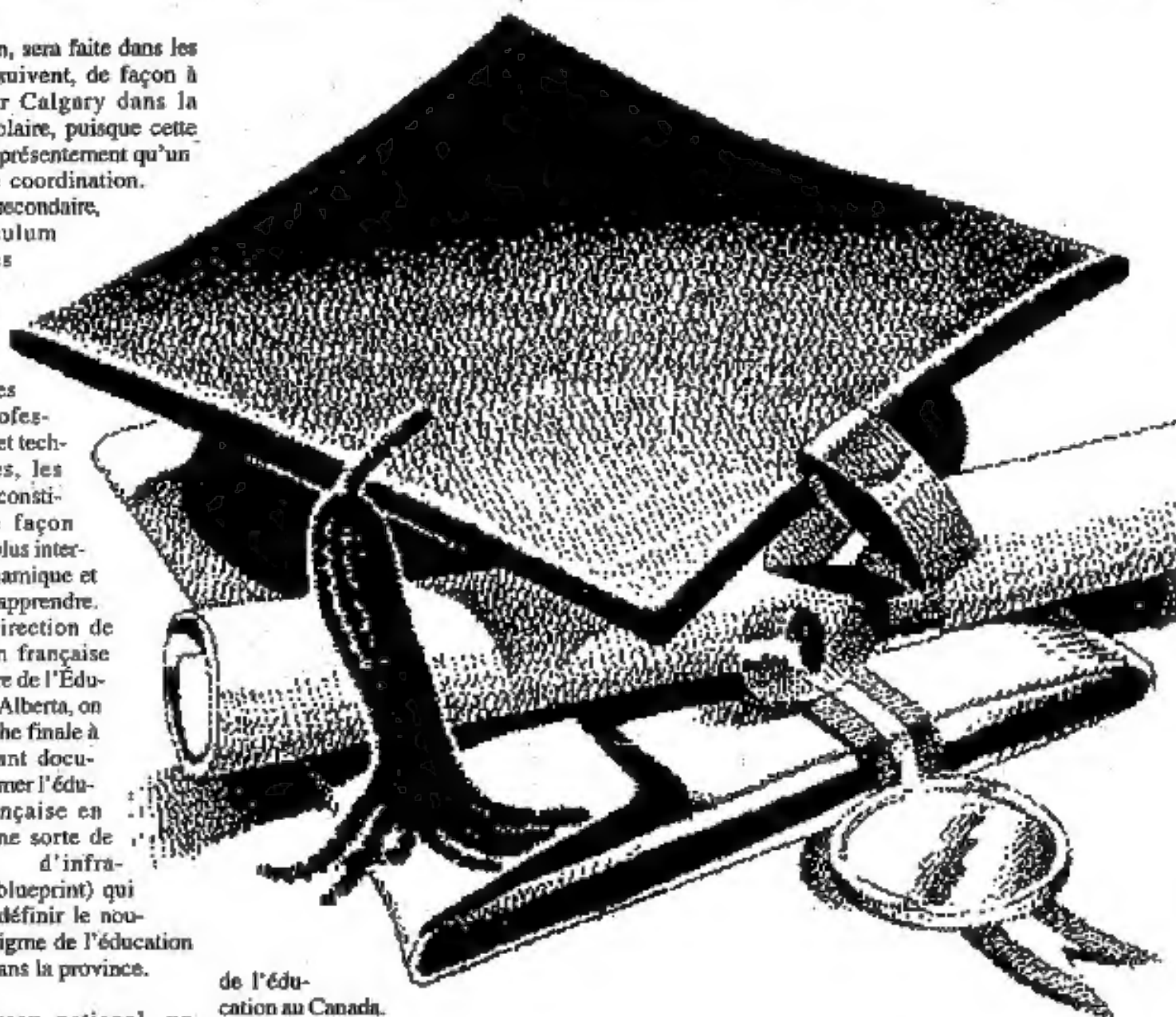
Changements, nouveautés, mises au point, nouveaux défis: l'éducation française en Alberta est à l'image des intervenants qui l'animent: dynamique, innovatrice et prête à affronter l'avenir à l'aube du troisième millénaire.

DONNEZ À QUELQU'UN UNE DEUXIÈME CHANCE!

Au mois de mars, le mois du vin, donnez généreusement jusqu'à un bénévole de la Fondation du vin frappé à votre porte.



LA FONDATION CANADIENNE DU VIN



Entrevue avec Marcel Lavallée

Une vie consacrée à l'éducation

FRANÇOIS PAGEAU

Marcel Lavallée, directeur adjoint de la Direction de l'éducation française du ministère de l'Éducation de l'Alberta a pris une retraite anticipée en février dernier. Pendant près de vingt ans, il a géré la programmation de l'éducation française, il a vécu et participé aux nombreux changements survenus en éducation durant cette période. *Le Franco* l'a rencontré pour parler de ces changements.

Monsieur Lavallée, quelles personnes vous ont incité à choisir une carrière en éducation?

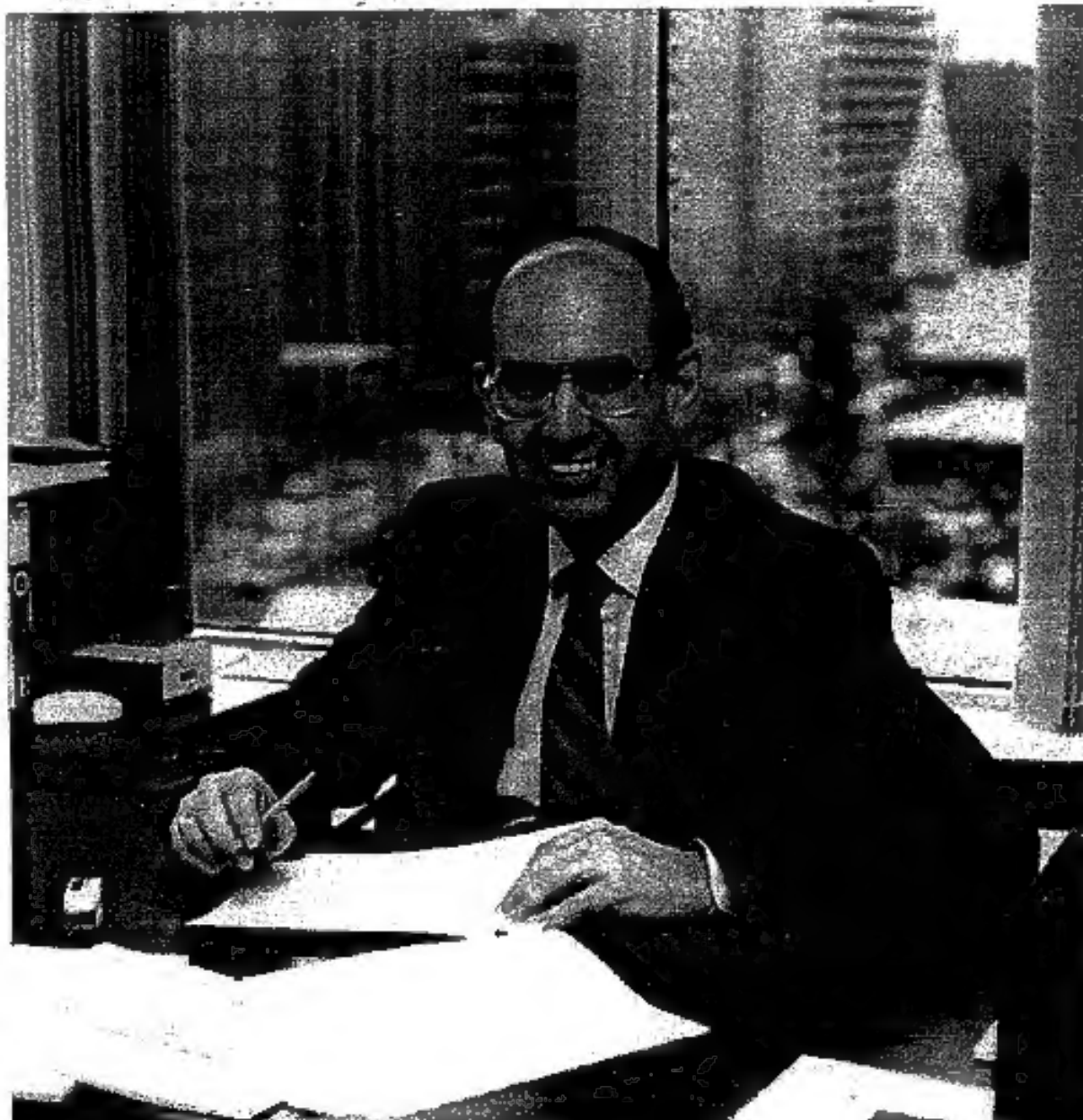
Les personnes qui m'ont le plus influencé dans ma vie, ce sont les enseignants que j'ai eu au Collège Saint-Jean; c'était des pères oblats. Je suis d'ailleurs entré chez les oblats pendant deux ans (1960-62). Mais je me suis vite rendu compte que ce qui m'attirait chez les oblats ce n'était pas tellement la vie religieuse - le célibat, ce n'était pas pour moi, c'était la fonction d'enseignement.

Mon père (Maurice Lavallée) m'a influencé lui aussi, bien que je ne l'ai jamais vu enseigner. J'aimais beaucoup lire, alors je lui donnais un coup de main à la librairie, qui était sur la 109e rue à Edmonton. Au début de l'automne, c'était l'expédition de tous les prix aux trois premiers de classe de chaque école qui écrivaient les fameux concours de français. Parce que pour papa, ce qui était très important, c'était la question de motivation, de fierté des jeunes. Il y avait des examens de la première à la 12e année, et avec les résultats de tous ceux qui avaient plus de cinquante pour cent affichés dans *La Survivance*, c'était toute une motivation...

J'ai donc vécu des expériences en marge, et ça m'a sûrement influencé.

Après les oblats, avez-vous poursuivi vos études?

J'ai terminé mes études à Ottawa: une maîtrise et une licence en philosophie. Et comme c'était pré-Vatican 2, il y avait beaucoup de cours en latin! (rires) Après cela, j'ai accepté un poste pour enseigner la philo ici, au collège



universitaire. Mais rendu au mois de juin, on m'a dit qu'on ne reconnaissait pas ma candidature comme prof et on me demandait d'entreprendre des études de doctorat... Je me suis donc inscrit à la faculté de pédagogie, puis j'ai enseigné à St-Mary's, qui est devenu J.-H. Picard, puis ensuite à Maurice-Lavallée.

Je me suis ensuite lancé en psyché, et j'ai fait une maîtrise en psyché. Je me destinais à une carrière en psyché, mais on m'a dit qu'on avait besoin de moi pour faire de l'administration! Alors je suis devenu adjoint à l'école puis ensuite, en 1979, le *Language Services Branch* (maintenant la Direction de l'éducation française) a ouvert. Alain Nogue, qui était alors directeur du bureau de l'éducation de l'ACFA, m'a dit: On a besoin de toi au poste de spécialiste de la programmation au *Language Services Branch*. J'ai alors posé ma candidature et j'y ai passé dix-neuf ans!

Vous avez sûrement vécu des changements importants, durant ces années, sur la façon d'enseigner.

Bien sûr. Au début, ce qui importait, c'était la matière et la façon de l'enseigner. On la divisait plus ou moins également en douze, puis on disait: ça, on va enseigner ça en troisième et ça en quatrième. La phase suivante, ce qui importait, c'était ce que l'enseignant faisait: en huitième, l'enseignant doit faire telle activité, s'occuper de telle matière. Aujourd'hui, ce qui importe, c'est l'enfant. On dit, à tel niveau, l'enfant aura acquis les habiletés d'écriture, d'analyse, de réflexion, etc... Le focus a vraiment changé; ça s'est personnalisé un peu plus. Et c'est très bien comme ça.

Une autre chose qui a beaucoup changé: auparavant, on mettait beaucoup l'accent sur le bagage de connaissances. Érudition, mémoire, tout ça. Il y a encore de ça, mais on parle beaucoup plus aujourd'hui de capacité de résoudre des problèmes, de flexibilité, d'habileté de pensée critique, de communication.

Au niveau de l'acquisition des compétences langagières, on se rend compte que des

changements sont survenus. Avant, on mettait l'accent sur la littérature et les textes. Mais il existe d'autres sortes de textes, d'autres types de situations qui requièrent des compétences différentes. L'important, c'est de bien doser ces différentes compétences.

Parce qu'il y a tellement de connaissances! On ne peut pas enseigner toute l'histoire, toute la science; on doit faire des choix. Ce qui importe, après tout, c'est de les aider à développer l'habileté de continuer à apprendre.

C'est bien beau, les changements, mais les enseignants, dans tout ça? Est-ce que ce n'est pas difficile, par exemple, pour un enseignant de lui dire: voilà, vous enseignez de telle façon depuis dix ans, mais maintenant, vous allez faire le contraire?

L'être humain est une créature d'habitude, et cela est bien. Ça ne serait pas drôle d'avoir à réapprendre chaque jour comment se brosser les dents... On se crée des habitudes. Mais cela peut

constituer un frein à acquérir de nouvelles habitudes qui pourraient être meilleures.

Mais ce qu'un prof veut vraiment, c'est d'avoir devant lui une classe d'élèves qui veulent apprendre. Et pour cela, il faut que l'enseignant veuille lui-même apprendre. Il faut donc apprendre à vivre des déséquilibres. Si j'apprends quelque chose de nouveau, il faut que je l'intègre, et je serai temporairement en état de déséquilibre.

Mais il ne faut pas oublier les conditions de travail. Quand j'ai commencé à enseigner, c'était sous le crédit social - est-il possible qu'il y ait déjà eu un autre parti au pouvoir que les conservateurs? - j'avais une heure et demie de préparation de cours par jour. On avait le temps de lire, de réfléchir, de se tenir au courant, de prendre un recul par rapport à notre travail. Aujourd'hui, avec toutes les compressions, on demande aux professeurs d'en faire plus, avec moins de temps et de moyens qu'avant. Et l'enseignant est le seul professionnel à affronter des problèmes de comportement, d'adaptation, d'apprentissage, d'abus... C'est une situation déplorable.

Pourquoi avoir choisi une retraite anticipée?

Il y a quelques années, j'ai fait une péritonite aiguë, très grave. La convalescence a été longue. Ça m'a permis de réfléchir à ce que je désirais, faire, et j'ai pris cela comme une sorte de signal... J'aime mieux avoir une pension partielle en santé qu'une pleine pension et une santé partielle... Et il y a tant de choses encore à apprendre!

Monsieur Lavallée, auriez-vous un conseil à donner à ceux qui oeuvrent en éducation?

On entend souvent parler de chicânes entre divers intervenants de l'éducation, que ce soit au niveau de la gestion scolaire, du rôle des parents, du curriculum... Je trouve ça très déplorable, car nous travaillons tous au même but. Si tout le monde pouvait s'arrêter plus souvent et se poser la question: Pour qui faisons-nous tout ce travail? On se rendrait compte qu'on fait cela pour les enfants, et les discordes seraient moins nombreuses...

École Maurice-Lavallée et Faculté Saint-Jean

Un partenariat original pour les jeunes

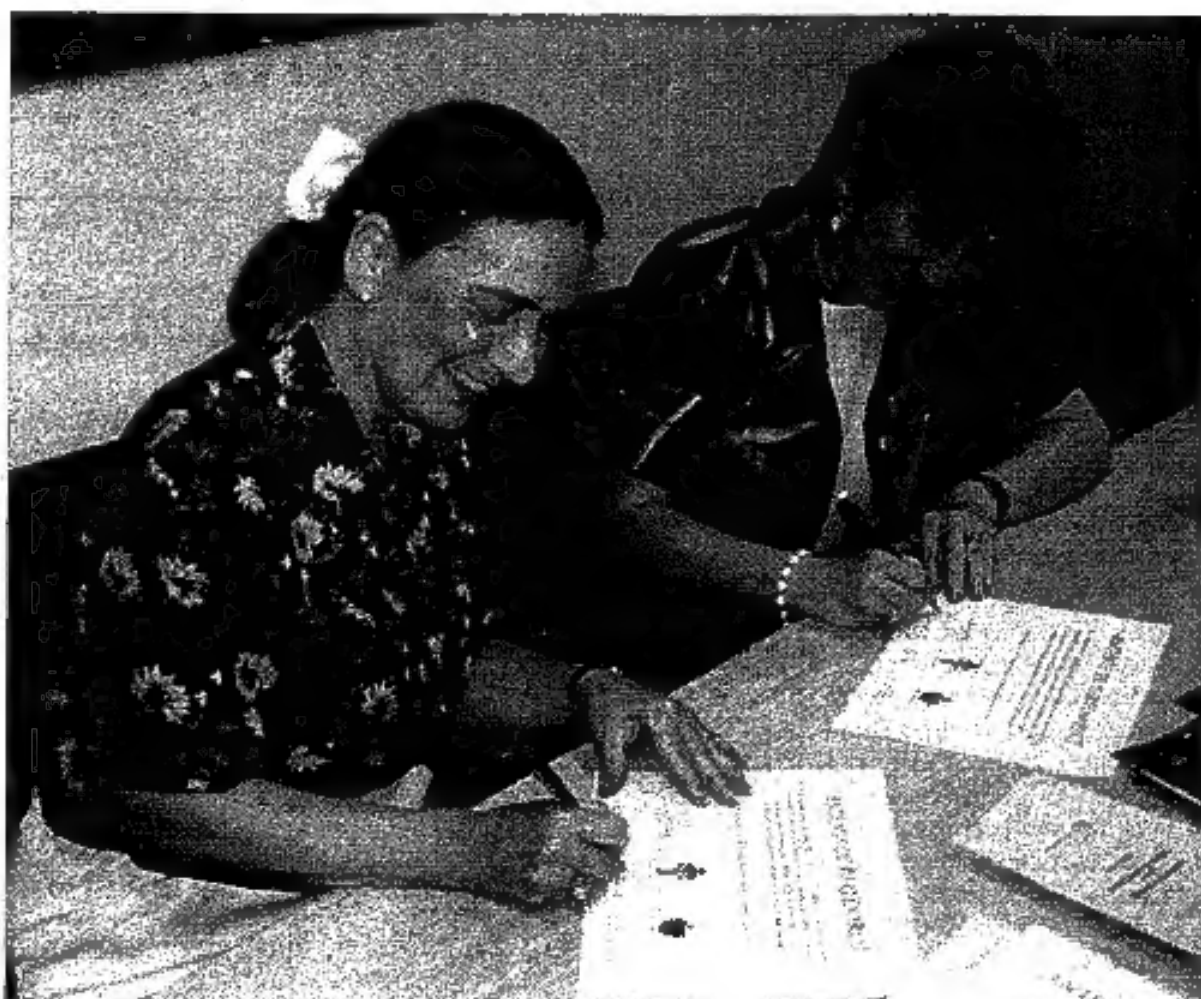
FRANÇOIS PAGEAU

Edmonton

Suivre des cours universitaires même si on n'est qu'en douzième année? C'est maintenant possible grâce à un tout nouveau partenariat conclu ce mois-ci entre la Faculté Saint-Jean et l'école Maurice-Lavallée d'Edmonton.

«Il s'agit d'offrir l'opportunité à quelques élèves, pas plus de quatre ou cinq, de se familiariser avec les études postsecondaires en français», explique Claudette Tardif, doyenne de la Faculté, dans le cadre d'une conférence de presse qui se déroulait à l'école Maurice-Lavallée.

«C'est un partenariat qui s'adresse à des élèves qui ont un dossier académique très fort», précise Marilyn Magnan, directrice de Maurice-Lavallée. On ne permet que deux cours, de façon à ne pas surcharger les



Marilyn Magnan, directrice de l'école Maurice-Lavallée et Claudette Tardif, doyenne de la Faculté Saint-Jean.

élèves de travail. Et c'est l'école qui paie les frais d'inscription aux cours universitaires. C'est un bon incitatif, une chance inespérée de prendre de l'avance et une façon de démystifier le système universitaire.

Les cours universitaires qui seront ainsi offerts sont deux cours de mathématiques et un cours de sociologie. Les cours de mathématique de première année à l'université sont semblables aux cours de mathématiques de douzième année, ce qui permet aux élèves de ne pas se sentir trop dépayés. La sociologie a été choisie puisqu'il s'agit d'un cours qui ne nécessite pas de prérequis.

Ce premier partenariat avec Maurice-Lavallée pourrait aussi, dans un avenir rapproché, être offert à d'autres écoles secondaires de la ville. Tout en étant bénéfique pour les élèves, cette initiative est une façon originale pour la Faculté de faire du recrutement et d'intéresser les jeunes à une formation universitaire en français.

Fédération des parents francophones de l'Alberta

Tu peux compter sur moi, un guide d'accompagnement des parents

FRANÇOIS PAGEAU

La réalité scolaire d'un milieu minoritaire comme le nôtre exige des responsabilités accrues de la part des parents et les choix qui s'offrent à son enfant ne sont parfois pas évidents. L'école a besoin d'un appui plus important des parents pour faire de l'institution un centre de dynamisme culturel et de rayonnement de la francophonie. Afin d'aider les parents à s'y retrouver dans ces multiples problématiques, la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA), parrainée par la Direction de l'éducation française du ministère de l'Éducation, a préparé un guide d'accompagnement du parent, *Tu peux compter sur moi*.

Très volumineux, cet ouvrage est une bible qui contient toute l'information dont pourrait avoir besoin le parent en ce qui a trait au rôle du parent en éducation française. Divisé en neuf parties, le guide explore les différentes facettes de l'éducation, du choix de l'école aux relations avec les enseignants en passant par les devoirs.

Dans la première partie, portant sur l'éducation française en Alberta, le *Tu peux compter sur moi* débute par une question fondamentale: Quelle école choisir pour mon enfant?

Afin d'y répondre, on pro-

cède à une description complète des choix qui s'offrent aux parents: l'école française langue première, l'école d'immersion, programmes de français langue seconde et enseignement à domicile.

Dans la section sur l'école française langue première, on explique d'abord clairement son rôle et son caractère distinct, son mandat, sa clientèle et la programmation scolaire. On explique ensuite quelles sont les différences de buts et de clientèles entre les trois choix possibles en éducation française.

On brosse ensuite un tableau historique du siècle de lutte qui a mené à l'éducation française telle qu'elle existe aujourd'hui en Alberta. On y réalise aussi un profil de notre communauté, en soulignant les divers dialectes qui s'y côtoient. Afin de mieux faire comprendre les rouages administratifs de l'éducation, on y explique brièvement le fonctionnement et le rôle du ministère de l'Éducation, de la Direction de l'éducation française et des mécanismes de gestion que sont les conseils scolaires, les autorités régionales francophones et les conseils de coordination. On termine cette partie du guide par un survol du rôle des conseils d'écoles.

La deuxième partie du guide explore en profondeur le partenariat foyer/école/communauté,

une donnée fondamentale de l'éducation française en milieu minoritaire. C'est une partie qui touche le parent de près et lui donne à la fois le contexte entourant la formation de son enfant et les défis qu'il aura à relever tout au long du cheminement scolaire.

Les autres sections portent sur la communication entre les intervenants scolaires (parents, élèves, profs, direction, etc.), les devoirs, la langue et l'identité, l'adolescence et les études postsecondaires. Le guide *Tu peux compter sur moi* se termine par une impressionnante banque

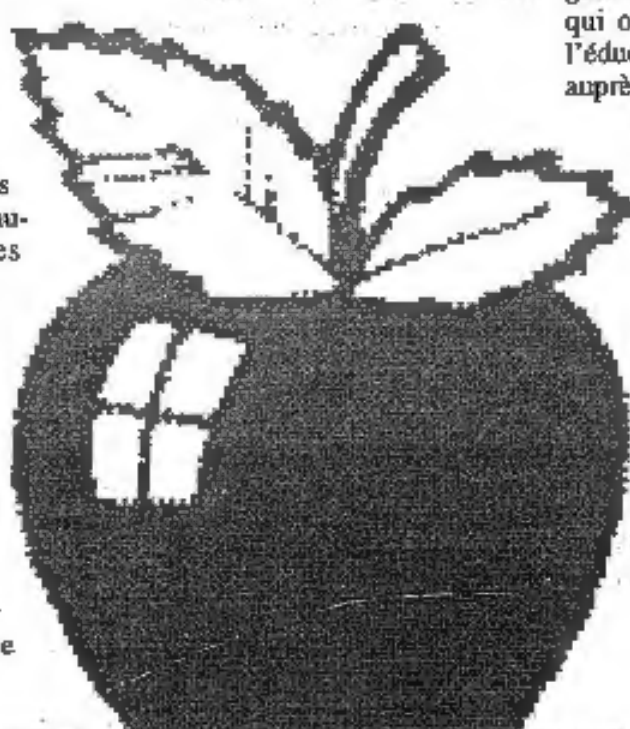
de sources et de références qui permettront aux parents de trouver un complément d'information ou un approfondissement de certains

sujets plus spécifiques.

En chantier depuis 1997, cet ouvrage aura bénéficié de l'expertise et du travail d'un grand nombre d'intervenants qui oeuvrent dans le milieu de l'éducation et de l'intervention auprès des parents et des élèves.

Il s'agira aussi d'un guide unique en son genre, puisqu'il sera entièrement adapté aux conditions particulières de l'enseignement du français en milieu minoritaire.

La FPFA prévoit que le guide *Tu peux compter sur moi* sera disponible pour la rentrée scolaire 1998.



Consortium francophone de l'éducation

le Projet éducatif national et l'éducation en milieu minoritaire francophone

Depuis plusieurs mois maintenant, le Consortium francophone de l'éducation, une instance regroupant divers intervenants nationaux en éducation, met de l'avant un *Projet éducatif national (PEP)* pour contrer l'érosion progressive de la minorité francophone du Canada.

Comme son nom l'indique, ce projet vise à définir un cadre en éducation qui serait commun à tous les francophones des provinces, mais qui serait assez flexible pour s'adapter aux besoins particuliers de chaque région du pays. Voici un extrait de l'introduction de ce projet, un texte qui pourra éclairer le lecteur sur le contexte dans lequel se situe le PEP.

Introduction

Le groupe francophone en situation minoritaire au Canada s'assimile à un taux accélérant. Selon Statistique Canada, le taux de continuité linguistique de ce groupe est passé de 73% en 1971 à 64% en 1996. Conclusion : l'aménagement linguistique actuel est insuffisant pour la minorité francophone.

La raison d'être du Projet éducatif national est de proposer un aménagement éducatif qui assurera la continuité linguistique. L'éducation est la pierre angulaire de la vitalité des communautés en milieu mino-

ritaire: elle invite les intervenants des autres secteurs (politique, culture, économie, communications, loisirs) dans la lutte contre l'assimilation.

Dans les conditions actuelles, l'éducation en français n'est pas en mesure d'assurer la continuité linguistique. La minorité francophone continue à recevoir une éducation conçue pour la majorité anglophone et qui ne tient pas compte de ses besoins particuliers: les mêmes approches appliquées à la minorité comme à la majorité produisent une inégalité des résultats.

La remise en cause (judiciaire) des structures a apporté des changements organisationnels (la création de conseils scolaires francophones) mais n'a occasionné de changements profonds ni à l'orientation, ni au contenu de l'éducation. Quant aux ressources, les formules et procédures appliquées uniformément ont des effets discriminatoires pour la minorité.

Pour les francophones en milieu minoritaire, viser le plein épanouissement de l'individu par l'excellence académique demeure essentiel mais non suffisant. Viser le plein épanouissement en français pour assurer la continuité historique de la francophonie canadienne, telle doit être la finalité de l'éducation en milieu mino-

Ce consortium est composé de neuf membres:

Alliance canadienne des responsables et des enseignants et enseignantes en français (ACREF)

Association canadienne d'éducation en langue française (ACELF)

Association francophone des doyennes et doyens, directrices et directeurs d'éducation du Canada (AFDEC)

Commission nationale des parents francophones (CNPF)

Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF)

Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)

Fédération nationale des conseillères et conseillers scolaires francophones (FNCSE)

Regroupement des universités francophones hors Québec (RUFHQ)

Réseau de l'éducation francophone à distance au Canada (REFAD)

ritaire.

La francophonie canadienne est présente dans chaque province et territoire, elle identifie d'abord les citoyens dont le français est la langue première, ainsi que ceux dont le français est la langue maternelle, la langue seconde et la langue comprise, quel que soit leur milieu d'origine.

Dans ce cadre, la pédagogie vise l'actualisation de l'identité culturelle; la formation professionnelle est centrée sur cette approche; l'école devient alors un centre culturel et communautaire; et l'éducation se poursuit tout au long de la vie.

L'éducation tout au long de la vie = éducation continue dès la jeune enfance; cruciale en milieu minoritaire, elle comprend le préscolaire, scolaire et postsecondaire; francisation et alphabétisation; éducation spirituelle, artistique, économique spécifique à la situation.

Dans ce contexte, la gestion de l'éducation est exclusive au gouvernement scolaire de la minorité (conseil ou commission scolaire); la qualité de l'éducation se réalise en fonction de l'égalité des résultats; toutes les ressources,

les formules de financement et les procédures sont adaptées à cette exigence. L'éducation en français est ce qu'il y a de mieux, parce que c'est la seule façon d'assurer une pleine actualisation en français.

Le PEP est une œuvre de solidarité nationale. Face à l'urgence de trouver des solutions, les partenaires de l'éducation se sont regroupés autour d'une vision commune: une francophonie bien ancrée dans l'histoire, moderne, ouverte sur le monde et accessible à tous les citoyens.

Soyons clairs: les partenaires nationaux se mobilisent pour faire une différence; ils se rassemblent pour obtenir davantage de ressources, ce qui sera nécessaire pour obtenir des résultats.

Le PEP comprend un message à tous les Canadiens et à leurs gouvernements: la continuité d'une francophonie dynamique, présente dans toutes les juridictions, est une valeur positive dans la construction de la société canadienne.

Les services éducatifs en français dans le centre-est pour le plaisir de vivre sa culture



Conseil de l'école nouvelle

École du Sommet
Saint-Paul

École des Beaux-Lacs
Bonnyville

École Voyageur
Cold Lake

École Beauséjour
Plamondon

À l'aube du 21^e siècle, les élèves du Conseil de l'école nouvelle seront, grâce à l'éducation française langue première qu'ils reçoivent, des citoyens autonomes, responsables, soucieux d'autrui, capables de contribuer au bien-être de l'ensemble de la société et au renouvellement de la communauté francophone.

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

Rechercher l'équilibre au sein des environnements d'apprentissage intégrant les technologies de l'information:

Préparer les futurs choix

Thérèse Laferrière,
Faculté des sciences de
l'éducation, Université
Laval et Réseau des
centres d'excellence en
télé-apprentissage (RCE-
TA) Publication:
septembre 1997
(Révision: 1997 12 08)
Ce texte est issu du site
Internet du CMEC.

Introduction

Le Secrétariat du CMEC a jugé qu'il serait utile d'avoir un document de travail pour aider les sous-ministres dans leur discussion de ce dossier à la prochaine réunion du CCSME à Saskatoon. J'ai été chargée de préparer ce document. Les sous-ministres sont déjà très conscients de l'impact considérable que les technologies de l'information et des communications (TIC) ont aujourd'hui et vont continuer d'avoir dans le secteur de l'éducation.

Soulignons d'abord que les TIC sont avant tout considérées comme un moyen d'améliorer le processus d'apprentissage, au niveau individuel, et de participer pleinement à la nouvelle ère de l'information, au niveau de l'ensemble de notre société.

En deuxième lieu, est avancée la perspective que choisir de sauter de l'avant aveuglément pourrait avoir des conséquences aussi désastreuses pour l'éducation et la société que de choisir d'attendre des avantages plus tangibles. En troisième lieu, l'auteur soutient que la décision d'intégrer les TIC (connexion à l'Internet, formation des maîtres et développement des réseaux) est irréversible c'est un point de non-retour à partir duquel, graduellement mais inexorablement, les collectivités sont amenées à transformer l'infrastructure sociotechnique de leurs systèmes éducatifs.

Le présent document a donc pour objectif de présenter un survol des possibilités et des besoins créés par les TIC.

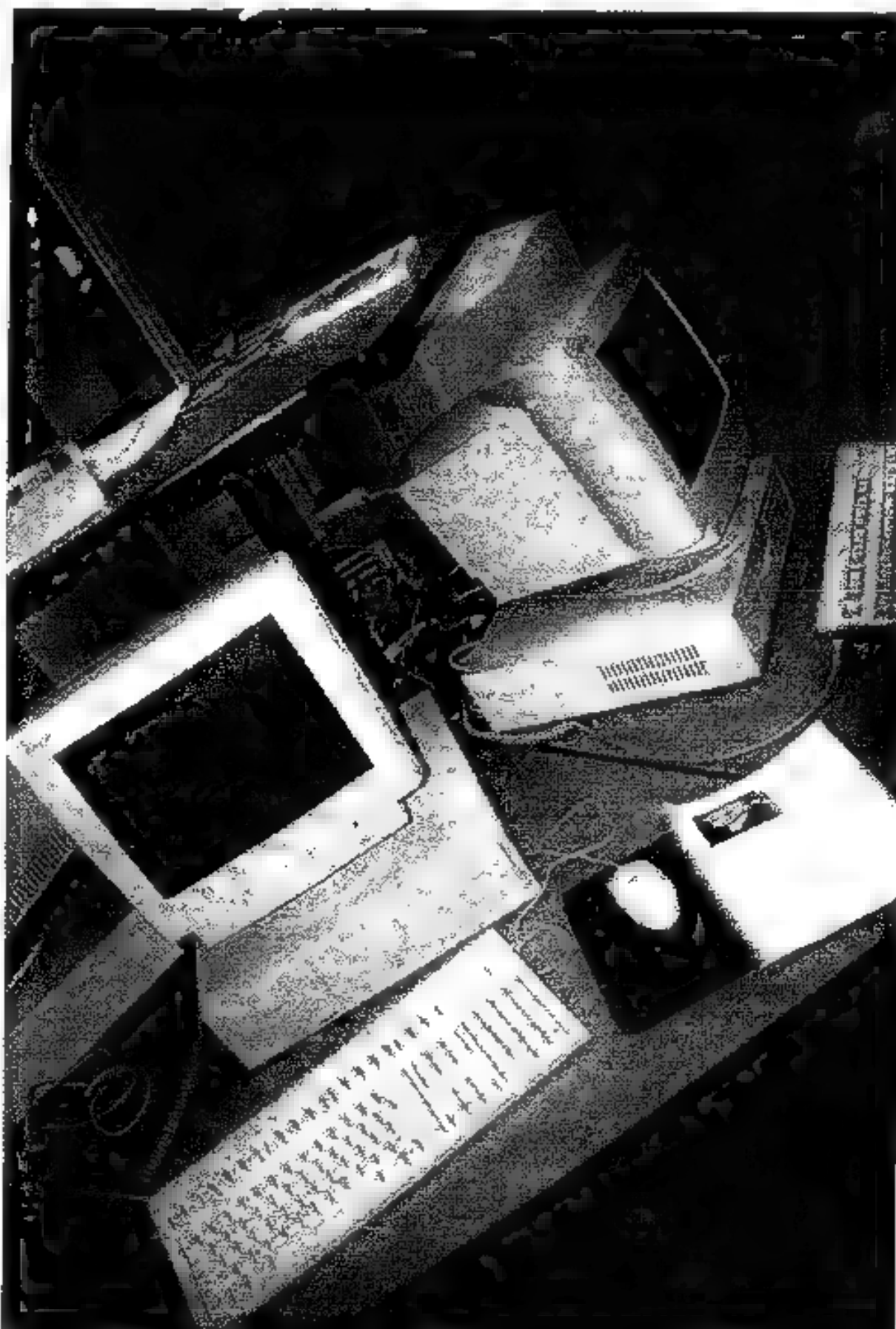
Que se passe-t-il sur la scène internationale?

Les technologies de l'information et des communications progressent à pas de géant.

Les ordinateurs individuels ont aujourd'hui la capacité de traiter des quantités gigantesques de texte, de sons, d'images et de vidéos. En plus, les apprenantes et apprenants peuvent avoir avec les ordinateurs individuels, ou PC, (et bientôt avec les "ordinateurs de réseau" [les *NC* ou *Network Computers*]) des interactions de plus en plus stimulantes. Reliés à d'autres ordinateurs (Internet ou Intranets), les ordinateurs sont déjà en train de changer notre façon de travailler, comme l'ont fait par le passé des technologies comme la photocopieuse ou le télécopieur.

Communiquer par courrier électronique ou dans des forums de discussion () devient monnaie courante. Dans les trois dernières années, l'Internet a captivé l'imagination de plus de cinquante millions de personnes, qui sont en train de construire un cyberspace constitué d'éléments provenant d'un nombre exponentiel de sources. On met au point des méthodologies de recherche pour faciliter l'accès, par le biais de documents en ligne et de serveurs mandataires (proxies) qui contrôlent ce qui est placé dans un réseau local (LAN). Des services comme NetNanny aident à protéger les yeux et les esprits de nos jeunes enfants. Le rôle des bibliothécaires change lui aussi, car on leur demande, dans leur travail quotidien, d'intervenir à un niveau plus élevé.

Et voici que les technologies



du pousser (push technologies) arrivent sur la scène pour résoudre les problèmes de celles et ceux qui préfèrent qu'on leur livre l'information taillée sur mesure plutôt que d'avoir à traiter eux-mêmes avec le matériel brut qui se trouve sur le Web. Il y a d'abord eu Pointcast.com, puis Pointcast.ca et, plus récemment, Educast.com.

Le consensus, chez les spécialistes, n'est pas seulement en constat que la technologie est là, mais aussi, qu'il faut maintenant tourner notre attention et notre énergie vers la reconstruction de l'infrastructure sociotechnique que requiert la société de l'information.

La société du savoir est de plus en plus une réalité

Face à la globalisation croissante du commerce mondial, les territoires, les provinces et les pays se rendent compte qu'ils ne peuvent plus simplement attendre que leurs ressources sociales et naturelles se développent. Ces entités doivent plus que jamais compter sur la force que leur donne une main-d'œuvre mieux informée pour gérer leurs ressources naturelles et participer à une croissance économique équilibrée. Soutenue par les nouvelles technologies de l'information et des communications, l'éducation devient le moyen privilégié de composer avec les problèmes engendrés par l'expansion commerciale et les divers besoins humains des nations.

Le Rapport Dehors, publié par la Commission internationale sur l'éducation mise sur pied par l'UNESCO, souligne la nécessité d'avoir des étudiants et étudiants possédant une forte capacité à apprendre, assistée par les nouvelles technologies de l'information et des communications.

L'OCDE insiste dans une étude récente sur l'importance du large secteur de l'apprentissage non formel, où les individus se forment en cours d'emploi, et des réseaux de connaissances considérés comme éléments clés dans la distribution d'un savoir auprès des divers acteurs et établissements.

Les aspirations supérieures de l'individu et les impératifs du milieu de travail convergent

Pendant des années, le développement de la personne est resté pour l'essentiel le monopole des philosophes européens et des psychologues et éducateurs humanistes d'Amérique du Nord. Au fur et à mesure que la technologie (entendre les TIC) se développe et se répand dans le monde, la demande pour des personnes possédant des aptitudes intellectuelles et techniques d'ordre supérieur augmente. Mais gérer une entreprise ou une organisation est une tâche bien plus complexe aujourd'hui que par le passé. Il faut non seulement gérer la fabrication du

produit, mais aussi le faire avec la pleine participation d'une équipe de personnes ayant des préoccupations familiales, sociales et culturelles dont on doit tenir compte. Parce qu'on a besoin de moins de personnes sur les chaînes de montage qui constituaient le modèle

d'excellence de la société industrielle au XX^e siècle, on parle davantage, aujourd'hui, de promotion de l'autonomie, d'habiletés mentales supérieures et de résolution de problèmes, de créativité et de travail en équipe de l'individu. C'est ce genre de personnes que les industries nouvelles, par exemple, veulent engager pour les projets qu'elles entreprennent. La nature même du milieu de travail est donc en train de changer de façon spectaculaire et les nouveaux emplois feront appel à une grande diversité de disciplines. En conséquence, l'individu est mis au défi de donner plus, et de composer avec le côté négatif de ce développement sans précédent.

L'apprentissage est devenu une cible mouvante

On exige de plus en plus des gens qu'ils perfectionnent leurs connaissances et leurs habiletés: les jeunes devraient apprendre à utiliser l'ordinateur, à trouver l'information et à la traiter; ils devraient aussi apprendre à collaborer et devenir des apprenants et des apprenants la vie durant. Plusieurs initiatives pancanadiennes visent à accélérer notre transition vers la société de la connaissance. Le Rescol et le PAC sont deux programmes d'Industrie Canada, le Bureau des technologies d'apprentissage et le Réseau des centres d'excellence en télé-apprentissage. L'idée de "travailler avec la connaissance", par exemple, est un concept central au sein de ce dernier réseau. Les frontières entre l'école, le travail et la famille s'estompent de plus en plus.

Les territoires, les provinces et les pays préparent des plans d'intégration des technologies de l'information et des communications à l'éducation.



La plupart des pays ont entamé ce processus — même les provinces du nord de l'Afrique du Sud. La Communauté européenne envoie à ses enseignantes et enseignants le message que la collaboration est à l'ordre du jour, un message similaire à celui véhiculé dans le document récent du Secrétariat québécois de l'autoroute de l'information intitulé *Pour une école branchée*.

Le Mexique a une équipe de

25 personnes qui recensent et apprécient les activités et les programmes de télé-apprentissage, et il envisage d'adopter certains programmes mis en œuvre en Israël. La nouvelle Open School de Colombie-Britannique, qui est née de la fusion de l'Open Learning Agency et du Centre des technologies éducatives du ministère de l'Éducation de cette province, travaille en collaboration avec le Mexique. Le réseau Stem-Net de Terre-

Neuve est un excellent exemple de l'utilisation que l'on peut faire des technologies de l'information et des communications pour donner aux services éducatifs la capacité de desservir une population très disséminée.

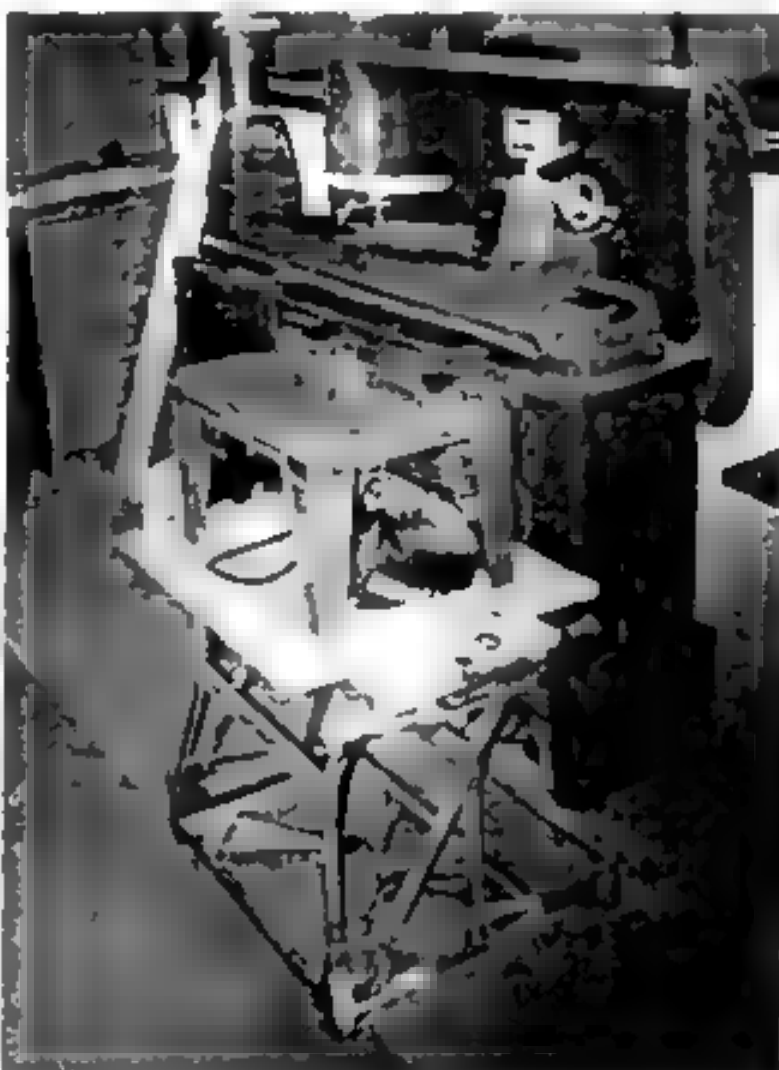
Les pays développés qui mettent en œuvre des technologies de l'information et des communications pensent en termes d'activités d'apprentissage multimédias dites à valeur ajoutée.

De plus en plus d'écoles et d'organismes du secteur de l'éducation ont leur propre site Web ou leur propre serveur, et peuvent donc publier localement des informations, des créations d'élèves et des activités à vocation éducative. Des partenariats se forment dans le but de produire pour le Web des activités éducatives robustes, cela autant à des fins de formation technique ou professionnelle que pour l'acquisition d'habiletés de base.

On retrouve souvent dans ces partenariats des sociétés de télécommunications désireuses de voir circuler du contenu au sein de leurs nouveaux réseaux électroniques. À Vienne, on est en train de numériser les archives musicales. La France, un pays dont le Ministère est longtemps resté un service d'avant-garde et qui a une longue tradition de colonisation, a entrepris la planification d'activités pédagogiques multimédias, à valeur ajoutée, qu'elle compte ensuite vendre aux autres pays francophones.

Aux États-Unis, on estime à quelque 250 milliards de dollars l'investissement des "sociétés de produits éducatifs" dans des activités de ce genre, soit cinq fois les dépenses annuelles combinées de toutes les provinces canadiennes et du gouvernement fédéral en éducation. Il est fort peu probable que les TIC remplacent le papier à l'école, du moins pas avant très longtemps, mais il faut reconnaître que le secteur de l'éducation est désormais un marché potentiel immense dans un monde

"branché".



Les troisièmes Assises pancanadiennes de l'éducation

C'est sous le thème *L'éducation et la vie transitions* que se dérouleront les troisièmes Assises pancanadiennes de l'éducation à St. John's, (Terre-Neuve) du 28 au 30 mai 1996.

En 1993, les membres du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) ont présenté leur vision de l'éducation dans la Déclaration de Victoria.

Nous croyons que l'éducation est un processus d'apprentissage permanent. Nous croyons aussi que notre avenir dépend d'une société dont les membres sont instruits et cultivés et qui, tout en atteignant leurs propres objectifs de développement personnel et professionnel, participent à l'essor socio-économique et culturel de leur collectivité et du pays tout entier. Au-delà de nos frontières, l'éducation au Canada doit refléter les priorités des Canadiens et des Canadiennes, tout en contribuant à renforcer la place occupée par le Canada dans le monde. Nous avons de nombreux objectifs éducatifs communs et nous sommes d'accord pour mieux harmoniser nos façons de les atteindre. Il existe déjà au Canada toute une gamme de possibilités éducatives auxquelles chaque étudiant et étudiante devrait avoir pleinement accès. Nous voulons, de concert, avoir une éducation de la plus haute qualité, s'appuyant



sur des buts communs, et faire la preuve de notre imputabilité pour ce qui est de la réalisation de ces buts. De plus, nous tenons à ce que tous les citoyens et citoyennes aient les mêmes possibilités de poursuivre des études et d'acquiescer la formation qu'ils désirent.

À Victoria, les ministres de l'Éducation ont également reconnu la nécessité et la valeur d'un dialogue pancanadien pour discuter de questions d'éducation et aider à déterminer les mesures prioritaires. Le premier dialogue a été tenu à Montréal en mai 1994 et le deuxième à Edmonton, en mai 1996. Plus de 300 participantes et participants rassemblés à chacune des Assises ont fourni aux ministres des réactions sur diverses questions, ce qui a permis d'établir une interaction entre une grande variété de partenaires en éducation et de préparer le terrain pour des initiatives conjointes. Les deux

rassemblements ont reçu une évaluation positive et les suggestions des participantes et participants ont été mises en œuvre pour améliorer les troisièmes Assises, dont le principal objectif reflète le souhait de maintenir un dialogue pancanadien.

Objectifs des Assises pancanadiennes de l'éducation.

Les ministres de l'Éducation ont approuvé les trois objectifs généraux suivants des Assises

-établir une compréhension commune de questions précises en éducation et le sentiment de partager la responsabilité du traitement de ces questions,

-encourager les prises de contact et le sentiment de communauté entre les partenaires en éducation fournir au CMEC une occasion de présenter sa stratégie en éducation, d'en discuter et de permettre aux partenaires de commenter cette stratégie.

THÈME

Le thème des troisièmes Assises sera *L'éducation et la vie transitions*. Les discussions seront centrées sur les transitions au sein des systèmes

d'éducation et de formation, entre les systèmes et pendant les années d'emploi.

Les trois sous-thèmes suivants permettront d'aborder les nombreuses facettes des transitions :

Les transitions aux systèmes scolaires et au sein de ces mêmes systèmes

Les transitions école/travail et travail/école

Les conditions changeantes du marché du travail.

Chaque sous-thème est à son tour divisé en quatre sujets, qui

formeront en tout 12 sujets de discussion. Une séance sera consacrée à un échange sur l'imputabilité avec certains partenaires clés du CMEC, lequel fournira un rapport sur la mise en œuvre de sa stratégie de l'éducation.

M. Jacques Delors, président de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle, prononcera l'allocution inaugurale.

Qu'est-ce que le CMEC?

Le Conseil des ministres de l'Éducation Canada (CMEC) est le porte-parole de l'éducation au Canada. Les ministres responsables de l'Éducation l'ont créé en 1967. Grâce au CMEC, ils peuvent agir collectivement dans l'intérêt national tout en restant responsables de leurs systèmes d'éducation respectifs. Instrument des provinces et des territoires, le CMEC permet aux ministres de se concerter et d'agir dans les domaines d'intérêt mutuel. C'est également le mécanisme par lequel ils collaborent avec les autres organisations nationales en éducation et assurent la liaison avec divers ministères fédéraux. C'est enfin l'organisme qui représente l'éducation canadienne à l'étranger.

En septembre 1993, le CMEC a publié une *Déclaration conjointe sur l'orientation future du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)*. Les ministres s'y engageaient à assurer le leadership national de l'éducation au Canada et annonçaient un plan d'action national en éducation. Depuis 1989, le CMEC a lancé trois grandes initiatives qui illustrent particulièrement bien son rôle dans les dossiers d'envergure pancanadienne.

Le Programme d'indicateurs du rendement scolaire PIRS

Pour la première fois, les gouvernements peuvent évaluer leurs systèmes scolaires à partir de critères pancanadiens en mesurant la performance d'un large échantillon d'élèves de 13 et de 16 ans en mathématique, en lecture et en écriture et en sciences.

Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation (CSCE)

Le CSCE est composé des sous-ministres de l'Éducation et du Statisticien en chef du Canada. Cet important partenariat permet de collecter et de disséminer des statistiques sur l'éducation acceptées de part et d'autre et comparables de système à système.

Le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux

Le centre est l'organe responsable au Canada de l'application d'une convention de l'Unesco sur la reconnaissance des études et des diplômes. L'aide les organismes et les particuliers à déterminer comment faire évaluer et reconnaître au Canada des qualifications ou des diplômes obtenus à l'étranger.

Centre Boréal :

403-791-7702 ou 403-791-0200



• pré-scolaire
• maternelle à temps plein
• scolaire (M-9)
• communautaire
• francisation
• garderie

L'école française :
un atout pour l'avenir

Jim Corcoran

Dimanche 28 juin



Depuis plus de vingt ans, Jim Corcoran se distingue par son talent reconnu pour les mots justes et les mélodies bien ficelées. L'auteur-compositeur-interprète s'avère également un conteur à l'humour savoureux et un animateur hors-pair, deux aspects qui lui ont valu une mise en nomination à titre de «scripteur de spectacles de l'année» au dernier gala de l'ADISQ.

Méchants Maquereaux

Samedi 27 juin



C'est du "Stomp", une musique qui grouille et entraîne, une musique qui s'inspire du folklore traditionnel acadien et Celta, du Cajun, du Country et du rock... une musique pleine d'énergie!!!

Vendredi 26 juin 1998

Autres spectacles:



Yvonne Carrier/Poly-Esther/Violon Dingue

A LASSO DE CALGARY

La Fête FRANCO- ALBERTAINE

À LASSO DE CALGARY



DU 26 AU 29 JUIN 1998

Admissibilité:

Le montant de la bourse couvre les frais de scolarité. Le candidat ou la candidate doit être un(e) Albertain(e) de langue maternelle française et s'inscrire à l'Université Laval. La personne choisie sera recommandée par l'Association canadienne-française de l'Alberta.

Vous avez jusqu'au 30 juin pour déposer votre candidature qui doit comprendre les documents suivants:

- une lettre de présentation;
- une copie de votre plus récent bulletin;
- une description de votre engagement communautaire (bénévolat, activité, etc.).

Association canadienne-française de l'Alberta
303-8527 - 91e rue
Edmonton (Alberta)
T6C 3N1

Téléphone: (403) 466-1680
Télécopieur: (403) 465-6773
Adel: acfa@francalita.ab.ca

Bourse de l'Université Laval

DONNEZ À QUELQU'UN UNE DEUXIÈME CHANCE!
Discuter du don d'organes avec votre famille et signer votre carte de donneur dès aujourd'hui.
LA FONDATION CANADIENNE DU REIN

LEVÉE DE FONDS

POUR LE CENTRE D'ARTS VISUELS
DE L'ALBERTA

La Société francophone du Centre d'arts visuels de l'Alberta

vous invite à un

Souper bénéfique & Encaissement silencieux

le 6 juin 1998

à La Cité francophone
8527 rue Marie-Anne-Gaboury

18h00 : Cocktail payant
19h00 : Souper

Une bonne occasion de vous procurer
des œuvres d'art à prix modiques

Entrée: seulement 12\$/personne
Billets en vente au Centre d'arts visuels
Pour réservations, appelez au 461-3427

Augmentation du taux d'intérêt des Obligations d'épargne du Canada

4,00%
par année

À compter du 1^{er} juin 1998, le taux d'intérêt annuel sera augmenté à 4,00 % pour la période de trois mois prenant fin le 31 août 1998, pour les Obligations d'épargne du Canada émises le 1^{er} novembre et le 1^{er} décembre 1997 (émissions 52 et 53), ainsi que pour les Obligations émises de 1988 à 1994 (émissions 43 à 49). Les Obligations des émissions 50 (1995) et 51 (1996) ne sont pas touchées par ces changements et conservent les taux minimums garantis annoncés précédemment. Toutes les autres caractéristiques des Obligations touchées par les changements demeurent.

Taux minimums garantis

Ceci signifie que les taux initiaux annoncés ne peuvent jamais baisser et, comme vous pouvez le constater, ils peuvent même augmenter lorsque les conditions du marché le justifient. Les Obligations d'épargne du Canada sont entièrement garanties par le gouvernement du Canada. Non seulement leurs taux ne diminueront jamais sous la valeur initiale, mais elles sont également sans risque.

Encaissables en tout temps

En plus d'offrir des rendements intéressants et la tranquillité d'esprit, les Obligations d'épargne du Canada sont d'une grande souplesse. Elles sont encaissables en tout temps et vous permettent de disposer de votre argent quand vous le souhaitez.

Pour de plus amples renseignements, composez le

1 800 575-5151

ou visitez notre site web à l'adresse suivante

www.cis-pec.gc.ca

Obligations d'épargne du Canada

Bâties sur du solide.

Canada

La Fête
FRANCO-ALBERTAINE

CONCOURS



Courez la chance de gagner
4 passeports
pour La Fête franco-albertaine

Où aura-t-elle lieu
du 26 au 29 juin 1998???

Vous le savez???
Veuillez faire parvenir
le coupon ci-bas
à l'adresse suivante avant le 12
juin 1998:
303, 8527 rue Marie-Anne-Gaboury,
Edmonton (Alberta) T6C 3N1

Nom: _____ Adresse: _____
#Tél: _____ Réponse: _____



Faveurs obtenues - MERCI MON DIEU. Dites 9 fois "Je vous salue Marie" par jour durant 9 jours. Faites 3 souhaits, le 1er contenant les affaires, les 2 autres pour l'impossible. Publiez cet article le 9e jour, vos souhaits se réaliseront même si vous n'y croyez pas. Merci mon Dieu. C'est incroyable mais vrai.

C.R.

Prière au St-Esprit

St-Esprit, Toi qui éclaires tout, qui illumines tous les chemins pour que je puisse atteindre mon idéal, Toi qui me donnes le don divin de pardonner et d'oublier le mal qu'on me fait, et qui es avec moi dans tous les instants de ma vie, je veux pendant ce court dialogue Te remercier pour tout et confirmer encore une fois que je ne veux pas me séparer de Toi à jamais, même malgré n'importe quelle illusion matérielle. Je désire être avec Toi dans la gloire éternelle. Merci de Ta miséricorde, sois avec moi et les miens. (La personne devra lire cette prière trois jours de suite. Après les 3 jours, la grâce demandée sera obtenue, même si cela pourrait paraître difficile. Faire publier aussitôt que la grâce a été obtenue. Au bas, mettre les initiales de la personne exaucée.)

J.T.

Le Conseil scolaire du Nord-Ouest N° 1
est à la recherche

d'enseignants ou d'enseignantes pour l'école francophone à Grande Prairie

dont l'ouverture est prévue pour septembre 1998
et qui offrira un enseignement en français à des élèves de la
maternelle à la 6^e année

CARACTÉRISTIQUES RECHERCHÉES :

- Gestion pédagogique centrée sur l'élève, les parents et la communauté
- Connaissance de l'éducation francophone en milieu minoritaire
- Excellentes habiletés en communication, relations interpersonnelles, et travail d'équipe
- Compétence langagière supérieure en français et en anglais
- Degré universitaire en éducation et certificat d'enseignement de l'Alberta

Prière de soumettre votre candidature avant le 5 juin 1998 à :

Denise Bourassa, directrice générale
Conseil scolaire du Nord-Ouest N° 1
C.P. 1220
St-Hidore, (Alberta) T0H 3B0
Téléphone : 403-624-8855, ou 1-800-319-6495
Télécopieur : 403-624-8554
Adresse électronique : conseil@telusplanet.net



Le Conseil scolaire du Nord-Ouest N° 1
est à la recherche

d'un directeur ou d'une directrice d'école pour l'école francophone à Grande Prairie

dont l'ouverture est prévue pour septembre 1998
et qui offrira un enseignement en français à des élèves de la
maternelle à la 6^e année

CARACTÉRISTIQUES RECHERCHÉES :

- Excellentes habiletés en communication, relations interpersonnelles, et travail d'équipe
- Philosophie pédagogique centrée sur l'élève, les parents et la communauté
- Connaissance de l'éducation francophone en milieu minoritaire
- Expérience pertinente en gestion scolaire
- Leadership professionnel et culturel
- Compétence langagière supérieure en français et en anglais
- Degré universitaire en éducation et certificat d'enseignement de l'Alberta

Prière de soumettre votre candidature avant le 5 juin 1998 à :

Denise Bourassa, directrice générale
Conseil scolaire du Nord-Ouest N° 1
C.P. 1220
St-Hidore, (Alberta) T0H 3B0
Téléphone : 403-624-8855, ou 1-800-319-6495
Télécopieur : 403-624-8554
Adresse électronique : conseil@telusplanet.net



Alberta
GOVERNMENT OF ALBERTA

Alberta Education

POSTES BILINGUES DE SOUTIEN ADMINISTRATIF

Concours publics

EDMONTON - Nous recherchons des personnes ayant beaucoup d'initiative et parlant le français, pour les postes suivants, à la Direction de l'éducation française.

SECRÉTAIRES (Soutien administratif III)

No de concours: 121 20,952 \$ - 25,356 \$ (en cours de révision)

Ces personnes exécuteront les tâches de secrétariat des deux unités chargées de l'élaboration de programmes en français. Leurs tâches, tant en anglais qu'en français, comprendront: la rédaction de correspondance à partir d'instructions générales; la recherche et la compilation d'informations; le traitement de texte de rapports, de procès-verbaux, de diagrammes et d'allocutions; les appels téléphoniques; les rendez-vous et l'organisation de voyages; ainsi que le soutien aux opérations générales de la direction. **QUALITÉS REQUISES:** diplôme de fin d'études secondaires et plusieurs années d'expérience dans le secrétariat, y compris dans un milieu de travail francophone. On exige une bonne maîtrise du français écrit et oral, des habiletés en communications interpersonnelles, ainsi que des habiletés supérieures en traitement de texte, incluant une connaissance de Microsoft Word, Excel et autres logiciels connexes. À NOTER: Ce concours servira à pourvoir un poste permanent, et un poste (projet) temporaire qui se terminera le ou avant le 31 mars 1999.

OPÉRATEURS/OPÉRATRICES EN ÉDITION ÉLECTRONIQUE (Soutien administratif IV)

No de concours: 122 23,040 \$ - 28,066 \$ (en cours de révision)

Ces personnes seront responsables du traitement de texte relié à la production de documents en français et en anglais. Leurs tâches comprendront: la saisie et le formatage de documents provenant de sources diverses; la conversion de documents provenant de divers logiciels; le chargement, le nettoyage et la mise en page finale de publications; le formatage de documents destinés à l'affichage sur Internet; la lecture optique et la retouche d'éléments graphiques; une collaboration avec les personnes chargées de la révision, de la rédaction et de l'illustration en ce qui concerne le format, la disposition et l'illustration/graphisme de documents; la production de documents en langue française de haute qualité, pour tous les niveaux scolaires et toutes les matières, ainsi que des documents légaux et autres publications, à l'intérieur d'échéances déterminées. **QUALITÉS REQUISES:** diplôme de fin d'études secondaires et plusieurs années d'expérience connexe en matière de traitement de texte en français. On exige une bonne maîtrise du français écrit et oral, des habiletés en communications interpersonnelles, ainsi que des habiletés supérieures en traitement de texte, incluant une connaissance de Microsoft Word, Pagemaker, Adobe Illustrator, Adobe Photoshop et autres logiciels connexes. À NOTER: Ce concours servira à pourvoir deux postes permanents, et un poste (projet) temporaire qui se terminera le ou avant le 31 mars 1999.

RÉCEPTIONNISTE/SECRÉTAIRE (Soutien administratif III)

No de concours: 123 20,952 \$ - 25,356 \$ (en cours de révision)

Cette personne agira comme réceptionniste pour la Direction de l'éducation française. Les tâches, tant en français qu'en anglais, comprendront la réception des appels téléphoniques, l'acheminement de demandes de renseignements par téléphone ou de vive voix provenant du public ou du ministère; la coordination des transmissions par télécopie; le tri du courrier; la coordination des services de messagerie; la tenue de base de données pour les ressources d'apprentissage, les listes de distribution et les écoles; l'exécution de certaines recherches au réseau Internet; le soutien aux opérations générales de bureau. **QUALITÉS REQUISES:** diplôme de fin d'études secondaires et plusieurs années d'expérience connexe comme secrétaire et réceptionniste dans un milieu de travail francophone. On exige une bonne maîtrise du français écrit et oral, des habiletés en communications interpersonnelles, ainsi que des habiletés en traitement de texte, incluant une connaissance de Microsoft Word, Filemaker Pro et Excel.

Pour que votre candidature soit examinée de façon confidentielle, veuillez envoyer votre curriculum vitae par la poste ou par télécopie, avant le 12 juin 1998, en indiquant le numéro de concours, à: Human Resources Branch, Alberta Education, 11160, avenue Jasper, Edmonton, Alberta T5K 0L2. Téléphone: (403) 427-2058; Télécopie: (403) 422-2114; Adresse électronique: HumanResources@edc.gov.ab.ca Pour envoi électronique, les formats de fichiers sont: Word 6.0, WordPerfect 5.1 ou RTF (Rich Text Format).

ENVIROfait...

(NC) — Les changements climatiques comptent parmi les conséquences les plus lourdes des émissions provenant des véhicules. Les scientifiques affirment que l'on constate déjà les conséquences de ces émissions et que celles-ci seront nettement plus évidentes d'ici 50 ans si l'on ne prend pas des mesures pour réduire les émissions de dioxyde de carbone.

LE FRANCO

465-6581

SOUSCRIPTEUR(TRICE) DE LOGEMENTS BILINGUE

42 042 \$ - 52 546 \$

Au sein d'un environnement informatisé, vous assurerez, dans les deux langues officielles, l'administration efficace de l'assurance hypothécaire de prêts pour des maisons individuelles. Partenaire de prêteurs agréés, vous prendrez connaissance de leurs objectifs d'affaires et veurez à les atteindre, en plus d'analyser les facteurs de risque.

Idealement, vous possédez un diplôme universitaire dans un domaine pertinent jumelé à une expérience en souscription d'assurance-prêt hypothécaire, en législation des propriétés immobilières de même qu'en gestion du risque et/ou en services bancaires aux particuliers. Vous avez également d'excellentes aptitudes pour la communication orale et écrite en plus de montrer de la facilité à établir des relations avec les membres de l'industrie de la construction.

Seule la candidature des personnes parfaitement bilingues sera considérée; les connaissances linguistiques seront évaluées à l'aide de tests.

ÉVALUATEUR(TRICE)

Contrat de une année

34 528 \$ - 43 134 \$

Vous préparerez et finaliserez des rapports d'évaluation en plus de participer à la collecte de données en déterminant la valeur de propriétés tels des unités de logement, des copropriétés et des petits logements collectifs.

Vous devez posséder une attestation de CRA doublée d'une expérience en évaluation de logement. Possédant un très bon sens de l'organisation et d'excellentes aptitudes pour la communication orale et écrite, vous êtes en mesure de travailler de façon autonome et très à l'aise avec l'informatique.

Si l'un de ces postes vous intéresse, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en mentionnant le titre du poste visé, au plus tard le 12 juin 1998, au: Service des ressources humaines, Société canadienne d'hypothèques et de logement, 708, 11^e Avenue S.-O., pièce 500, C.P. 2560, Calgary (Alberta) T2P 2H0. Télécopieur: (403) 292-6381.

À titre d'employeur valorisant la diversité, la SCHL invite les membres des groupes désignés suivants à poser leur candidature: personnes handicapées, Autochtones, membres de minorités visibles et femmes.

Nous remercions tous les candidats de leur intérêt, toutefois nous ne communiquerons qu'avec les personnes sélectionnées pour une entrevue.

SCHL CMHC
Question habitation, comptez sur nous

Canada

Agentes ou agents de prestation des services

Citoyenneté et Immigration Canada

Vegreville (Alberta)

Postes offerts aux personnes résidant dans la région des Prairies.

Nous acceptons présentement des candidatures à des postes permanents d'agentes ou d'agents de prestation des services bilingues au Service de traitement centralisé de Citoyenneté et Immigration Canada.

Vous avez réussi les études secondaires ou possédez une équivalence approuvée par la CFP ou encore une combinaison acceptable de scolarité, de formation et/ou d'expérience. La préférence pourrait être accordée aux personnes ayant une formation postsecondaire. Vos antécédents comprennent la prestation de services à des clients internes et/ou externes et l'utilisation d'ordinateurs. Vous toucherez un salaire annuel variant entre 30 256 \$ et 33 092 \$ plus un rajustement paritaire.

Il vous faut maîtriser le français et l'anglais, c'est-à-dire savoir lire, écrire et parler dans ces deux langues. De plus, la réussite de l'examen de compétence générale, Niveau I de la CFP (ECG-I) est essentielle. Si vous avez déjà réussi cet examen, veuillez joindre à votre demande une attestation de la note obtenue. Les personnes qui n'ont pas passé l'examen seront contactées à cet égard.

Veuillez adresser votre curriculum vitae d'ici le 5 juin 1998, en indiquant clairement votre citoyenneté et en mentionnant le numéro de référence JMC7769PL62-P, à la Commission de la fonction publique du Canada, Edmonton (Alberta). Télécopieur: (403) 495-2098; courriel: pscedm@psc-cfp.gc.ca

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape.

La préférence ira aux personnes de citoyenneté canadienne.

Nous soustrayons au principe de l'équité en matière d'emploi. This information is available in English.

Visitez notre site Web à <http://www.psc-cfp.gc.ca/jobs.htm>

Corporation de la fonction publique du Canada / Public Service Commission of Canada

Canada



Conseil scolaire fransaskois de Prince Albert

EMPLOIS - PERSONNEL ENSEIGNANT

Le Conseil scolaire sollicite des candidatures pour combler deux postes d'enseignement à demi-temps à l'école Valois de Prince Albert (Sask.) pour l'année scolaire 98-99. Il s'agit d'un poste permanent et d'un poste temporaire (remplacement pour un congé sabbatique). Ces deux postes pourraient être comblés par une personne. Cette école fransaskoise a un personnel de 5.5 et un effectif de 78 élèves de la maternelle à la 8^e année.

Domaines anticipés: sciences (niveau intermédiaire) informatique, anglais, éducation artistique et tout autre domaine assigné par la direction selon les qualifications. Une formation comme entraîneur sportif ou en art dramatique serait un atout.

Exigences:

- posséder un certificat d'enseignement de la Saskatchewan ou être en mesure de l'obtenir;
- posséder de l'expérience/formation pertinente;
- maîtriser le français et l'anglais (parlé & écrit);
- souscrire à la mission de l'école.

Entrée en fonction: Fin août 98

Salaire: Selon la convention collective provinciale

Veuillez soumettre votre curriculum vitae accompagné des noms et des coordonnées de 3 références au plus tard le vendredi 5 juin 98 à:

M. André Moquin, directeur de l'éducation, CSF-Nord
910, 5^e Rue Est Saskatoon (Sask.) S7N 2C6
Téléphone: (306) 553-8490 Télécopieur: (306) 553-8495
csfnord@sk.sympatico.ca

L'éducation fransaskoise... à la portée de la main



Conseils scolaires fransaskois - SUD

OFFRES D'EMPLOI

Les CSF-Sud sollicitent des candidatures pour combler les postes suivants dans leurs écoles fransaskoises pour l'année scolaire 98-99.

1. École Ménégaud de Laval (Regina, 255 élèves, maternelle-12^e):

- Postes en enseignement à temps plein au niveau de la maternelle, de l'élémentaire, de l'intermédiaire et du secondaire;
- Un (1) poste à temps plein en animation culturelle.

2. École de Farland (Farland, 15 élèves, maternelle-6^e):

- Un (1) poste en enseignement à temps plein au niveau de l'élémentaire.

3. École Beau Soleil (Gravelbourg, 31 élèves, maternelle-7^e):

- Un (1) poste temporaire à temps plein en enseignement au niveau de l'élémentaire, du 24 août au 22 décembre 98.

Exigences pour les postes en enseignement:

- posséder un certificat d'enseignement de la province (ou être en mesure de l'obtenir);
- maîtriser le français;
- avoir une bonne connaissance de l'anglais et de l'informatique.

Salaire: Selon la convention collective provinciale

Exigences pour le poste d'animation culturelle:

- connaître le milieu francophone en situation minoritaire;
- posséder un certificat en pédagogie ou de l'expérience équivalente;
- maîtriser le français et avoir une bonne connaissance de l'anglais.

Une formation ou de l'expérience dans les domaines de la musique ou du théâtre serait un atout.

Salaire: à négocier selon les qualifications

Entrée en fonction pour tous les postes: le 24 août 98

Veuillez faire parvenir immédiatement votre curriculum vitae accompagné des noms et coordonnées de trois références à l'adresse suivante:

M. Florent Bitodeau, directeur de l'éducation, CSF-Sud
3850 rue Hillside, bureau 200 Regina (Sask.) S4S 7J5
Téléphone: (306) 757-7541 Télécopieur: (306) 757-2040
csfsadm@sk.sympatico.ca

L'éducation fransaskoise... à la portée de la main

La fonction publique fédérale est à la recherche d'un cadre supérieur dynamique pour le poste de

COMMISSAIRE AU DÉVELOPPEMENT DE L'AQUACULTURE

qui dirigera la promotion du développement de l'aquaculture au Canada.

Le commissaire aura pour tâche de rassembler toutes les ressources fédérales pertinentes, de diriger les efforts de réglementation requises et de travailler avec les provinces afin de développer une industrie de l'aquaculture vigoureuse et respectueuse de l'environnement. Le commissaire aura pour mandat de superviser la mise en œuvre de la Stratégie fédérale de développement de l'aquaculture.

La personne retenue aura une bonne compréhension des problèmes et perspectives du secteur de l'aquaculture.

Elle aura de fortes capacités de négociation, une habileté manifeste pour s'occuper avec tact de questions complexes de relations fédérales-provinciales et de relations entre les secteurs public et privé. Elle devra avoir une expérience pratique dans un contexte de politiques et de programmes fédéraux.

La personne retenue saura faire preuve d'innovation et d'une bonne capacité de réflexion stratégique, et elle aura d'excellentes compétences en résolution de problèmes et en prise de décisions. Un bon discernement, de l'entregent et des capacités de communication supérieures constituent également des qualités que devra avoir la personne choisie afin de faire valoir avec efficacité les opinions du bureau du commissaire auprès de hauts fonctionnaires de tous les paliers de gouvernement, de parlementaires, de représentants de l'industrie et d'intervenants de la pêche, ainsi qu'auprès du grand public.

Des études poursuivies dans des disciplines scientifiques liées à l'aquaculture et la connaissance des deux langues officielles seraient des atouts.

La personne retenue devra être disposée à déménager à proximité du lieu de travail et à voyager fréquemment.

Cette annonce est publiée afin de permettre au Gouvernement en conseil de trouver des personnes qualifiées pour ce poste. Cependant, le recrutement ne se limite pas à cette seule façon de procéder.

Veuillez envoyer, au plus tard le 19 juin 1998, votre curriculum vitae ainsi que tout autre renseignement susceptible de contribuer à la mise en valeur de votre candidature au

Cabinet du Premier Ministre, Directeur des nominations
Édifice Langevin, Pêches 406, 80, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 9A2
(613) 957-9743 (télécopieur)

Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle.

Nous avons reporté la date limite pour la présentation des demandes d'emploi afin qu'un plus grand nombre de personnes puissent consulter le présent avis. Les demandes que nous avons déjà reçues seront examinées. Ainsi, il n'est pas nécessaire de poser sa candidature de nouveau.



Government of Canada

Gouvernement du Canada

Canada

Pierres Keanall
pour le grill :

**Elles
peuvent
être
dangereuses**

PATRICIA HÉLIE

Mississauga

La compagnie Keanall Industries Inc de Mississauga en Ontario a volontairement retiré des tablettes certaines pierres à grill de luxe utilisées comme briquettes pour les grills et barbecues au gaz.

C'est qu'à haute température, ces pierres pyramidales brunes rougeâtres peuvent éclater et les fragments qui peuvent ainsi être projetés hors du grill peuvent être dangereux.

Les pierres retirées du marché ont été vendues entre le 15 janvier et le 15 avril dernier, dans des magasins de vente au détail du Canada sous les noms de marque Grill Care Gourmet, Keanall et Sears Deluxe Grill Rocks. Les pierres étaient vendues en paquet d'environ 54 pierres et l'emballage portait l'indication Made in Mexico, les mentions Deluxe Grill Rocks, tant en anglais qu'en français, ainsi qu'une image de crevettes sur le grill.

Toutefois, les pierres à grill de luxe dont l'emballage ou le mode d'emploi porte la mention Made in USA, ne sont pas visées par le retrait.

Neuf cas de pierres qui se sont fendues et dont des fragments ont été projetés hors du grill ont été rapportés à la connaissance de Keanall. Un consommateur a même subi des brûlures légères.

Les consommateurs qui seraient en possession de ce genre de pierres doivent immédiatement en cesser l'utilisation et les renvoyer au magasin où ils les ont achetées afin d'être remboursés totalement. Vous pouvez également composer le numéro sans frais de Keanall, le 1-800-668-5323, pour renvoyer le produit à l'aide du compte de livraison postale de la société.

Pour de plus amples renseignements concernant ce retrait, les consommateurs sont priés d'appeler Keanall entre 8h00 et 19h00, du lundi au vendredi, de 9h00 à 17h00 le samedi et de 12h00 à 17h00 le dimanche, à l'heure avancée de l'Est.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, LE FRANCO vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 \$ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 \$ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 0,10 \$ de plus par mot. Annonces encadrées: 3,50\$ de plus. Vous devez ajouter 7% (TPS).

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste avant le lundi midi (12h00). Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

LE FRANCO 201, 8527 - 91e Rue Edmonton (AB) T6C 3N1
Tél.: 465-6581

À vous de jouer.

Un 5 à 7 à la volée.

Un 8 à 9, c'est pas volé!

En simple ou en double,

le badminton, c'est tout simple!

PARTICIPATION



Nettoyage de tapis, fauteuils et
plafonds avec le système
Fabri Zone

Tapis nettoyés, purifiés et secs
en dedans de 2 heures

J.-M. Cadrin Service (24 heures)
8629 - 95e Rue 428-6625
Edmonton, Alberta Tél.: 458-3067
T6C 3W6 Téléc.: 463-2514



PRIÈRES

Nous désirons informer nos lec-
teurs que vous pouvez faire pu-
blier la PRIÈRE AU ST-ESPRIT,
la PRIÈRE ST-JUDE et la PRIÈRE
à Mère Térésa. Vous devez inclu-
re avec votre demande la somme
de 26,75\$ (TPS incluse). N'oubliez
pas d'inscrire vos initiales. Re-
tournez le tout à:

LE FRANCO 8527, 91e Rue
Edmonton (AB)
T6C 3N1
Tél.: 465-6581

Novel Notion Advertising

Produits publicitaires promotionnels

Tablets
Accessoires automobile
Récepteurs
Écrans
Bacs, etc.
Articles gonflables
Ballons, etc.
Accessoires de plage
Boucles de ceinture
Accessoires de bricolage
Coutures, etc.

Signets
Bouillottes, etc.
Articles de toilette
Calendriers
Accessoires de camping
Casseroles
Bambins
Accessoires d'ordinateur
Coupons
Nécessaires

Brochettes
Lampes de poche
Vêtements
Accessoires de voiture
Accessoires de golf
Portables
Couteaux
Épingleuses
Cristal de plomb
Café
Aliments, etc.

Soyez
Oxygène
Aérosol en gelée
Vêtements de pluie
Accessoires de sécurité
Accessoires de sport
Lunettes de soleil
Équipement de survie
Dorures
Miroirs
L'auto-francophone

Frederick Turbide

11331 - 66e rue, Edmonton, AB T5B 1H5
Tél./TTY: 403.413.8202
Téléc.: 403.471.5966
Page: 403.480.9525
Cell: 403.951.9498

Abonnez-vous dès maintenant!

Depuis 1926, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

- ☐ 1 AN - 26,75\$
- ☐ 2 ANS - 48,15\$
- ☐ HORS CANADA - 1 AN - 51,36\$
(TPS incluse - tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO.
Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

Nom: _____
Adresse: _____
Ville: _____ Province: _____
Code postal: _____
Téléphone: _____

Votre chèque ou mandat de poste libellé à l'ordre du Franco (En lettres moulées S.V.P.)

201, 8527 - 91e rue, Edmonton, Alberta, T6C 3N1
Téléphone: 465-6581, Télécopieur: 465-3647
Courriel électronique: lefranco@compusernet.ab.ca



Paroisses francophones

Messes du dimanche

CALGARY

Ste-Famille
1719 - 5 rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

CENTRALTA

Legal
Paroisse St-Émile
dimanche: 11h00

St-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

EDMONTON ET ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin
8410-89e rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Immaculée-Conception
10830-96e rue
Dimanche: 10h30

Ste-Anne
9810-165e rue
Dimanche: 10h30

Paroisse St-Joachim
9928-110e rue
Mer., ven. et sam. 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont, St-Vital
4905-50e rue
Dimanche: 9h30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

ST-PAUL

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche: à 9h30

Connelly
McKinley Ltd.
Salon funéraire



10011 - 114e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive 255e rue Fir
St-Albert Sherwood
Park
458-2222 484-2226



ÉGLISE CHRÉTIENNE SOURCE D'EAU VIVE

Préparez: SON DE LOUANGE
Tous les dimanches matin de 8h45 à 9h00
sur les ondes de C.K.E.R. 101.5 FM

Pour commentaires et informations, appelez-nous
C.P. 37069, Lynnwood Postal Outlet
Edmonton, Alberta, T5R 6Y2
Tél: (403) 481-8691

SIMPLE OUVERT UNIQUE RÉEL COURANTE ÉVANGÉLIQUE



Gîte du passant L'Amy du Roy

Hôtes: E. Amyotte - J. Roy
8514-86 Avenue
Edmonton (Alberta) Canada T6C 1J5

RÉSERVATIONS: (403) 465-3225

DR COLETTE M. BOILEAU DENTISTE

350, West Grove Professional Bldg.
10230 - 142e Rue, Edmonton, Alberta T5N 3Y6

Tél.: 455-2389

CADRIN DENTURE CLINIC

Bernard Cadrin

Édifice G.B. 9562 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta T8C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal

Bur.: 439-6189

Rés.: 465-3533

Dr Léonard Nobert

Dentiste

54 Rue St. Micheal, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 459-8216

DR R.D. BREAU DENTISTE

Strathcona Medical Dental Bldg.
Pièce 302, 8225 - 105e Rue, Edmonton, Alberta T6E 4H2

Tél.: 439-3797

Dr J. Georges Sabourin

B.A., M.D., F.R.C.S. (C)

303 Hys Centre • 11010 - 101e Rue
Edmonton, Alberta T3H 4B8

Obstétricien

Tél.: 421-4728

Gynécologue

DUROCHER SIMPSON

AVOCATS

Service personnalisé et efficace
d'une équipe d'avocats expérimentés

Contactez: M^{re} Allan W. Damer, avocat

EDMONTON: 801 Esso Tower, Scotia Place,
10060 avenue Jasper
Tél.: 420-6850

MORINVILLE: 10201 160 avenue
Tél.: 939-2936 (mardi et jeudi)

McCuaig Desrochers

BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS NOTAIRES

Au service de la francophonie albertaine

2401 Toronto Dominion Tower
Edmonton Centre N.W.
Edmonton ab T5J 2Z1

Tél.: (403) 426-4660
Fax: (403) 426-0982

La fête de l'école :

L'école La Mission a trois ans

PATRICIA HÉLIE
St-Albert

Comme à chaque année, l'école La Mission de St-Albert a célébré la Fête de l'école le 15 mai dernier. Cette année, la fête avait pourtant un petit quelque chose de particulier puisqu'on soulignait aussi les trois ans d'existence de l'école.

Les élèves ont bénéficié d'une après-midi de plein air avec divers jeux extérieurs et les parents se sont joints aux jeunes pour un souper barbecue et d'autres activités extérieures.

La première année, l'école a vu l'année scolaire se terminer avec près d'une trentaine d'élèves. Cette année, 48 jeunes termineront en juin et on croit pouvoir aller chercher près de 70 élèves pour la prochaine rentrée scolaire.

Une des activités de la journée consistait à faire des courses avec le pied attaché à celui d'un partenaire.



Photo : Patricia Hélie

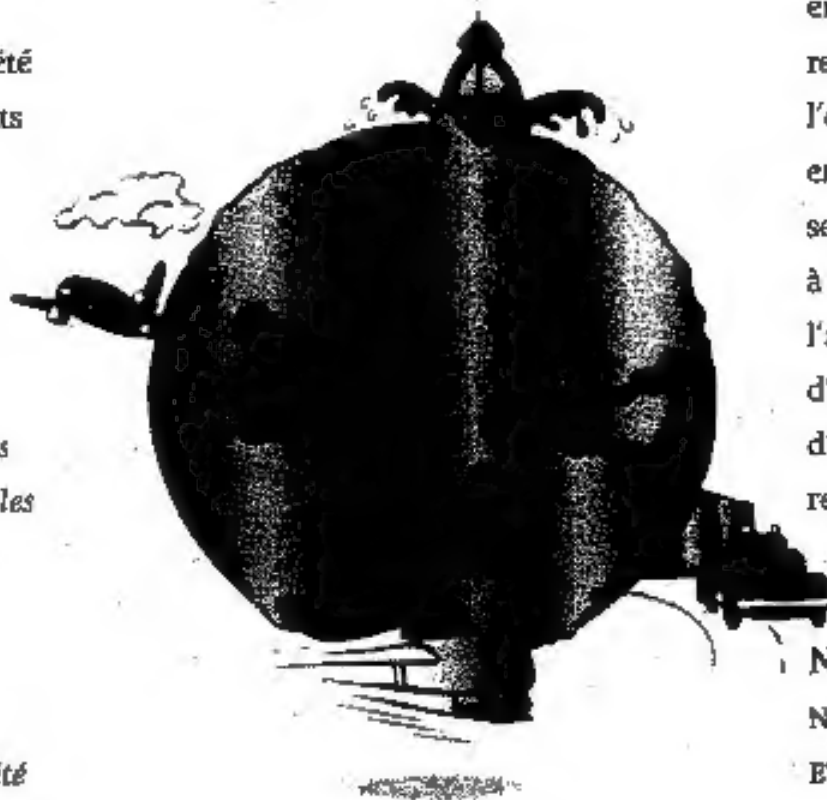
NOUS PASSONS AU VERT

TRANSPORTS CANADA TRAVAILLE AVEC L'INDUSTRIE
DES TRANSPORTS ET SES AUTRES PARTENAIRES À
METTRE EN PLACE, À PROMOUVOIR ET À APPLIQUER
DES TRANSPORTS DURABLES AU CANADA

Assurer le transport des personnes et des biens de façon sécuritaire, rapide et efficace, tel a toujours été l'objectif du secteur des transports au Canada. Mais aujourd'hui viennent s'ajouter le défi du développement durable et les questions que cela soulève :

Comment pouvons-nous adapter nos habitudes de transport pour relever les défis environnementaux d'aujourd'hui?

Comment maintenir la croissance économique du Canada et l'efficacité des transports sans nuire à l'environnement?



Transports Canada est engagé envers les transports en tant que ressource nationale ainsi qu'envers l'écologisation. Nous travaillons ensemble, avec les participants du secteur des transports du Canada, à faire en sorte que le présent et l'avenir du Canada soient garants d'un développement durable et d'un réseau de transport respectueux de l'environnement.

NOUS SALUONS LA SEMAINE
NATIONALE DES TRANSPORTS
ET TOUS CEUX ET CELLES QUI
GARDENT LE CANADA EN MARCHÉ.

Pour plus d'information sur la Stratégie de développement durable, communiquer avec
Transports Canada, Affaires environnementales, Ottawa (Ontario) K1A 0N5
www.tc.gc.ca